

## Résultats annuels 2016 et rapport d'activité de Mainstay Medical

- *Fin du recrutement de l'essai clinique de ReActiv8-B pour fin 2017 en bonne voie, avec résultats disponibles en 2018*
- *Première vente et implant de ReActiv8 en Allemagne annoncés en février 2017*
- *Obtention du marquage CE sur le fondement des résultats positifs de l'essai clinique ReActiv8-A, résultats confirmés par les données à un an*
- *Réalisation d'un placement privé de 30 millions d'euros en juin 2016*
- *Trésorerie disponible de 36,7 millions de dollars au 31 décembre 2016*

**Dublin, Irlande – le 23 mars 2017-** Mainstay Medical International plc (« **Mainstay** » ou la « **Société** » ; Euronext Paris : MSTY.PA et l'ESM de la Bourse irlandaise : MSTY.IE), une société de dispositifs médicaux dédiée à la commercialisation de ReActiv8®, un système de neurostimulation réparatrice implantable destiné à traiter la lombalgie chronique invalidante, annonce aujourd'hui la publication de son Rapport annuel 2016.

Peter Crosby, CEO de Mainstay, déclare : « *Nous sommes heureux d'être passés au stade commercial du développement de Mainstay. Notre Essai clinique ReActiv8-B est en bonne voie, une étape clé vers la commercialisation aux États-Unis qui constituent notre marché cible le plus important. Début 2017, nous avons lancé la commercialisation en Europe, avec la première vente et implant de ReActiv8 en Allemagne, en amont d'un futur déploiement dans d'autres régions, forts de l'expérience acquise sur ce premier marché sur lequel nous concentrons, pour l'heure, nos efforts.* »

### **Faits marquants**

- Le recrutement pour l'Essai clinique ReActiv8-B a débuté en septembre 2016 et le premier implant a été posé le 6 octobre 2016. L'Essai clinique ReActiv8-B est un essai international, multicentrique, prospectif en triple aveugle contre placebo avec permutation, réalisé dans le cadre d'une dispense (*Investigational Device Exemption - IDE*) des autorités américaines (*US Food and Drug Administration - FDA*). L'Essai clinique ReActiv8-B vise à recueillir des données pour étayer la demande d'approbation préalable à la commercialisation (*pre-market approval – PMA*) auprès de la FDA, étape clé dans la distribution de ReActiv8 aux États-Unis. Des précisions concernant l'Essai clinique ReActiv8-B, et notamment les critères de recrutement et la liste des sites, sont disponibles sur Internet à l'adresse : <https://clinicaltrials.gov/ct2/show/study/NCT02577354>.
- Nous sommes satisfaits des avancées de l'Essai clinique ReActiv8-B. Nous avons sélectionné 27 sites ; 18 ont déjà des patients à proposer et les autres se préparent activement avec nous

à commencer à proposer le dispositif à des patients dès que possible. 75 sujets ont été recrutés dont 22 ont reçu un implant ReActiv8 et 9 attendent un implant ou sont en cours d'évaluation. Sur la base de l'expérience acquise à ce jour, nous estimons que le recrutement de l'Essai clinique ReActiv8-B devrait s'achever vers la fin de 2017 (avec des résultats disponibles en 2018, conformément à notre objectif).

- La première vente et implant de ReActiv8 en Allemagne a été annoncée le 1<sup>er</sup> février 2017. L'implant a été posé par le Docteur Francis Kilian, Chirurgien orthopédique et neurochirurgien à l'Hôpital catholique de Koblenz-Montaubaur à Koblenz en Allemagne. Nous sommes en discussion avec un certain nombre de patients en Allemagne. Les activités commerciales de Mainstay en Europe pour ReActiv8 ciblent dans un premier temps l'Allemagne, où la société a pour objectif de promouvoir l'adoption de ReActiv8 auprès d'un certain nombre d'hôpitaux sélectionnés qui traitent un grand nombre de patients atteints de lombalgie chronique invalidante selon une approche multidisciplinaire, qui deviendront des sites de référence.
- En 2016, Mainstay a obtenu le marquage CE pour ReActiv8 sur le fondement des résultats positifs de l'Essai clinique ReActiv8-A. L'Essai clinique ReActiv8-A a mis en évidence des améliorations cliniquement importantes, statistiquement significatives et durables au niveau de la douleur, de la capacité fonctionnelle et de la qualité de vie des personnes atteintes de lombalgie chronique invalidante disposant d'options de traitement limitées. Les données à un an, annoncées courant 2016, ont confirmé ces résultats.
- En janvier 2017, nous avons demandé l'approbation réglementaire pour commercialiser ReActiv8 en Australie.
- En 2016, deux nouveaux brevets ont été déposés aux États-Unis, portant à huit le nombre total de brevets américains aujourd'hui dans son portefeuille.

### **Situation financière**

Le 17 juin 2016, Mainstay a annoncé une levée de fonds d'un montant de 30 millions d'euros (environ 33,7 millions de dollars) par l'intermédiaire d'un placement privé de 2 307 694 nouvelles actions ordinaires auprès d'actionnaires nouveaux et existants (le « Placement »). Le 11 août 2016, la Société a annoncé la mise à disposition d'un prospectus (le « Prospectus ») dans le cadre de ce Placement. La trésorerie disponible s'élevait à 36,7 millions de dollars au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, le Groupe avait tiré l'intégralité de la facilité de crédit de 15,0 millions de dollars consentie par IPF Partners. Cette facilité avait été annoncée courant 2015 et la dernière tranche de 4,5 millions de dollars a été reçue en juillet 2016 à la suite du marquage CE de ReActiv8.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 16,8 millions de dollars pour l'exercice 2016 et ressortent en hausse de 3,9 millions de dollars, par rapport à 2015, du fait principalement des coûts liés au lancement et au déploiement de l'Essai clinique ReActiv8-B et à la préparation de la commercialisation. La trésorerie consommée par les activités d'exploitation s'établit à 16,7 millions de dollars pour 2016.

---

### **Perspectives**

Nous sommes satisfaits des avancées de l'Essai clinique ReActiv8-B ; le recrutement est en bonne voie et nous pensons qu'il s'achèvera vers la fin de 2017 avec des résultats disponibles en 2018, conformément à notre objectif. En cas de succès, l'Essai clinique apportera une « Preuve de sécurité et d'efficacité de niveau 1 », qui servira à étayer une demande de PMA en vue de la commercialisation aux États-Unis. Les résultats de cet Essai clinique devraient aussi selon nous faciliter le déploiement commercial de ReActiv8 hors des États-Unis.

Les activités commerciales de Mainstay en Europe pour ReActiv8 ciblent dans un premier temps l'Allemagne, où la Société a pour objectif de promouvoir l'adoption de ReActiv8 auprès d'un certain nombre d'hôpitaux sélectionnés qui traitent un grand nombre de patients atteints de lombalgie chronique invalidante selon une approche multidisciplinaire. Nous avons recruté une force de vente directe, soutenue par notre équipe de cliniciens de terrain expérimentés et nous nous employons à promouvoir l'intégration de ReActiv8 dans la pratique clinique courante des prescripteurs et la proposition d'une nouvelle option de traitement aux nombreuses personnes souffrant de lombalgie chronique invalidante. À mesure que nous acquerrons de l'expérience et monterons en puissance, et que nous identifierons d'autres opportunités immédiates de développer notre activité, nous envisagerons d'étendre notre empreinte à d'autres sites et à d'autres pays.

- Fin du communiqué -

---

### À propos de Mainstay

Mainstay est une société de dispositifs médicaux dédiée à la commercialisation d'un système de neurostimulation réparatrice implantable, ReActiv8®, pour les personnes souffrant de lombalgie chronique invalidante. La société est basée à Dublin, Irlande. Elle dispose d'activités basées en Irlande, aux États-Unis, en Australie et en Allemagne, et ses actions ordinaires sont admises à la négociation sur Euronext Paris (MSTY.PA) et sur l'ESM de l'Irish Stock Exchange (MSTY.IE).

### À propos de la lombalgie chronique

Une des causes reconnues de la lombalgie chronique est un affaiblissement du contrôle par le système nerveux central des muscles qui stabilisent en permanence la colonne vertébrale dans le bas du dos, puisqu'une colonne vertébrale instable peut provoquer des maux de dos. ReActiv8 est conçu pour stimuler électriquement les nerfs responsables de la contraction de ces muscles et ainsi de contribuer à restaurer le contrôle musculaire et d'améliorer la stabilité de la colonne vertébrale, ce qui permet au corps de récupérer de la lombalgie chronique.

Les personnes atteintes de lombalgie chronique ont généralement une qualité de vie réduite et ressentent une douleur très importante, peuvent être handicapées, souffrir de dépression, d'anxiété et de troubles du sommeil. Leur douleur et leur handicap peuvent persister malgré les meilleurs traitements médicaux disponibles, et seulement un faible pourcentage de cas résulte d'un état pathologique identifié, ou d'un défaut anatomique qui peut être corrigé par la chirurgie rachidienne. Leur capacité à travailler ou à être productifs est sérieusement affectée par la lombalgie chronique, et les journées de travail perdues, les prestations d'invalidité et le recours aux prestations de santé pèsent de façon significative sur les individus, les familles, les communautés, l'industrie et sur les gouvernements.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site [www.mainstay-medical.com](http://www.mainstay-medical.com)

*Attention – aux Etats-Unis, ReActiv8 est limité par la loi fédérale uniquement à l'usage d'essai.*

Peter Crosby, CEO de Mainstay et Hugh Kavanagh, directeur financier, tiendront une conférence téléphonique et une session de questions-réponses pour les analystes et les investisseurs le jour même à 12h30 à Dublin (13h30 à Paris et 08h30 à New York). La conférence se tiendra en anglais et l'enregistrement de la conférence sera disponible pendant une période de 30 jours.

Les numéros à composer pour assister à cette conférence sont les suivants :

Europe: + 44 203 139 4830

Ireland: + 353 1 696 8154

France + 33 2 9092 0977

USA: + 1 718 873 9077

Mot de passe: 75508149#

---

**Contacts Relations Presse et Relations Investisseurs :**

**Consilium Strategic Communications (international strategic communications – business and trade media)**

Chris Gardner, Mary-Jane Elliott, Jessica Hodgson, Hendrik Thys  
Tél. : +44 203 709 5700 / +44 7921 697 654  
Email : [mainstaymedical@consilium-comms.com](mailto:mainstaymedical@consilium-comms.com)

**FTI Consulting (pour l'Irlande)**

Jonathan Neilan  
Tél. : +353 1 663 3686  
Email : [jonathan.neilan@fticonsulting.com](mailto:jonathan.neilan@fticonsulting.com)

**NewCap (pour la France)**

Julie Coulot  
Tél. : +33 1 44 71 20 40  
Email : [jcoulot@newcap.fr](mailto:jcoulot@newcap.fr)

**AndreasBohne.Com/Kötting Consulting (pour l'Allemagne)**

Andreas Bohne  
Tél : +49 2102 1485368  
Email : [abo@andreasbohne.com](mailto:abo@andreasbohne.com)

**Relations Investisseurs :**

**LifeSci Advisors, LLC**

Brian Ritchie  
Tél. : + 1 (212) 915-2578  
Email : [britchie@lifesciadvisors.com](mailto:britchie@lifesciadvisors.com)

**Conseils ESM :**

**Davy**

Fergal Meegan ou Barry Murphy  
Tél. : +353 1 679 6363  
Email : [fergal.meegan@davy.ie](mailto:fergal.meegan@davy.ie) ou [barry.murphy2@davy.ie](mailto:barry.murphy2@davy.ie)

**Déclarations prospectives**

Le présent communiqué contient des déclarations qui sont ou pourraient être comprises comme étant prospectives. Ces déclarations peuvent souvent être identifiées par les mots tels que « anticipe », « croit », « estime », « s'attend à », « ambitionne », « a l'intention de », « planifie », « explore » ou à travers l'utilisation le cas échéant du conditionnel ou dans chaque cas, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire, ou par une discussion de la stratégie, des objectifs, événements futurs ou intentions. Ces déclarations prospectives intègrent tous les éléments qui ne constituent pas un fait historique. Ces déclarations sont mentionnées dans différents paragraphes du présent communiqué et contiennent, mais ne sont pas limitées à, des déclarations relatives aux intentions, aux estimations et aux attentes de la Société concernant, notamment, ses résultats d'exploitation, sa situation financière, ses perspectives, ses objectifs, sa stratégie de financement, ses attentes en termes de recherche et de développement produit, les approbations par les autorités compétentes, le système de remboursement pour le produit, les coûts de vente et le taux de pénétration de ses produits.

Par leur nature, ces déclarations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes dans la mesure où elles concernent les événements et circonstances futurs. Les déclarations prospectives ne constituent pas une garantie de résultats futurs et les résultats actuels de la Société (ainsi que le développement du marché et de l'industrie au sein desquels la Société évolue) pourraient différer significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les informations et déclarations prospectives mentionnées dans le présent communiqué. En outre, même si les résultats opérationnels, la situation financière et la croissance future de la Société ainsi que le développement de son produit principal, des marchés et de l'industrie où la Société opère sont en ligne avec ces déclarations prospectives, ces résultats et développements ne seront pas nécessairement un indicateur de résultats ou développements futurs. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives comprennent notamment, la capacité de la Société à lancer et commercialiser avec succès le dispositif ReActiv8, le progrès et succès de l'essai clinique ReActiv8-B, l'évolution globale de l'activité économique et industrielle, les conditions du marché pour les équipements médicaux, l'évolution de l'industrie, la concurrence, les changements réglementaires et législatifs, les modifications de dispositifs fiscaux, la disponibilité et le coût de financement, le temps nécessaire pour

commencer et achever les essais cliniques, le temps et les procédures nécessaires à l'obtention des approbations réglementaires, les fluctuations des taux de change, les changements dans la stratégie de la Société, et les incertitudes politiques ou économiques. Les déclarations prospectives mentionnées dans le présent communiqué sont données uniquement à la date de ce communiqué.

**Mainstay Medical International plc and its subsidiaries**  
**Annual Report**  
**for the year ended 31 December 2016**

## Mainstay Medical International plc

### Table of contents

Corporate and shareholder information	3
Chairman's statement	4
Biographies of Directors	5
Directors' report	8
Corporate governance report	19
Risk factors	23
Directors' responsibilities statement	42
Independent auditor's report	43
Consolidated statement of profit or loss and other comprehensive income	45
Consolidated statement of financial position	46
Consolidated statement of changes in shareholders' equity	47
Consolidated statement of cash flows	48
Notes to the consolidated Financial Statements	49
Parent Company Financial Statements	68

### Forward looking statements

This annual report includes statements that are, or may be deemed to be, forward looking statements. These forward looking statements can be identified by the use of forward looking terminology, including the terms "anticipates", "believes", "estimates", "expects", "intends", "may", "plans", "projects", "should", "will", or "explore" or, in each case, their negative or other variations or comparable terminology, or by discussions of strategy, plans, objectives, goals, future events or intentions. These forward looking statements include all matters that are not historical facts. They appear throughout this annual report and include, but are not limited to, statements regarding the Company's intentions, beliefs or current expectations concerning, among other things, the Company's results of operations, financial position, prospects, financing strategies, expectations for product design and development, regulatory applications and approvals, reimbursement arrangements, costs of sales and market penetration

By their nature, forward looking statements involve risk and uncertainty because they relate to future events and circumstances. Forward looking statements are not guarantees of future performance and the actual results of the Company's operations, and the development of its main product, the markets and the industry in which the Company operates, may differ materially from those described in, or suggested by, the forward looking statements contained in this annual report. In addition, even if the Company's results of operations, financial position and growth, and the development of its main product and the markets and the industry in which the Company operates, are consistent with the forward looking statements contained in this annual report, those results or developments may not be indicative of results or developments in subsequent periods. A number of factors could cause results and developments of the Company to differ materially from those expressed or implied by the forward looking statements including, without limitation, the successful launch and commercialization of ReActiv8, the progress and success of the ReActiv8-B Clinical Trial, general economic and business conditions, the global medical device market conditions, industry trends, competition, changes in law or regulation, changes in taxation regimes, the availability and cost of capital, the time required to commence and complete clinical trials, the time and process required to obtain regulatory approvals, currency fluctuations, changes in its business strategy, political and economic uncertainty. The forward-looking statements herein speak only at the date of this annual report.



**Mainstay Medical International plc**  
**Corporate and shareholder information**

<b>Directors</b>	Oern Stuge MD, Independent Non-Executive Chairman Peter Crosby, Chief Executive Officer and Executive Director David Brabazon, Independent Non-Executive Director Greg Garfield, Non-Executive Director Nael Karim Kassar, Non-Executive Director Antoine Papiernik, Non-Executive Director James Reinstein, Independent Non-Executive Director Manus Rogan PhD, Non-Executive Director Dan Sachs MD, Non-Executive Director
<b>Secretary</b>	Tom Maher
<b>Registered office</b>	Clonmel House Forster Way Swords, K67F2K3 County Dublin, Ireland
<b>Registered number</b>	539688
<b>Website</b>	<a href="http://www.mainstay-medical.com">www.mainstay-medical.com</a>
<b>ISIN / Symbol</b>	IE00BJYS1G50 / MSTY.PA (Paris) and MSTY.IE
<b>Solicitors/ Lawyers</b>	McCann FitzGerald Riverside One Sir John Rogerson's Quay Dublin 2, Ireland  Jones Day 2, rue Saint-Florentin 75001 Paris, France
<b>Independent Auditor</b>	KPMG Chartered Accountants 1 Stokes Place St Stephen's Green Dublin 2, Ireland
<b>Principal Bankers</b>	HSBC Bank of Ireland
<b>ESM Adviser and Broker</b>	J&E Davy Davy House 49 Dawson Street Dublin 2, Ireland
<b>Registrar</b>	Computershare Investor Services (Ireland) Limited Heron House Corrig Road Sandyford Industrial Estate Dublin 18, Ireland
<b>Paying Agent (in France)</b>	Caceis Corporate Trust 1/3, Place Valhubert 75013 Paris France

## **Mainstay Medical International plc Chairman's statement**

### **Dear Shareholder**

2016 was a year of continued progress on the path to commercialization of ReActiv8®, and I am pleased to present the Annual Report for Mainstay Medical International plc and its subsidiaries.

### **Business review**

Enrollment in the ReActiv8-B Clinical Trial commenced in September 2016 and the first subject was implanted on 6 October 2016. The purpose of the ReActiv8-B Clinical Trial is to gather data in support of an application for pre-market approval (PMA) from the US Food and Drug Administration (FDA), a key step towards the commercialization of ReActiv8 in the US.

The first sale and implant of ReActiv8 in Germany was announced on 1 February 2017. The implant was performed by Dr. med. Francis Kilian, Orthopedic and Neurosurgeon at the Catholic Hospital Koblenz-Montabaur in Koblenz Germany. We are progressing discussions with a number of customers across Germany. Our European commercial activities for ReActiv8 are initially focused on Germany where the Company aims to drive adoption of ReActiv8 in a select number of high volume multi-disciplinary spine care centers which will become reference sites.

A detailed review of our 2016 activities can be found in the Directors' Report on page 8 of this Annual Report.

### **Finance review**

Cash on hand as at 31 December 2016 was \$36.7 million (2015: \$16.6 million). Operating expenses were \$16.8 million during the year ended 31 December 2016 (2015: \$12.9 million) and the change relates primarily to the commencement and ramp up of the ReActiv8-B Clinical Trial and to commercialization activities.

### **Outlook**

We are pleased with the progress of the ReActiv8-B Clinical Trial. Enrollment is well under way and we estimate that enrollment will complete in this Clinical Trial around the end of 2017, with data availability in 2018, which is in line with our target. If successful, the ReActiv8-B Clinical Trial will yield level 1 evidence of efficacy, which we will use to support an application for PMA approval to allow commercialization in the US. We also anticipate the data from this Clinical trial will help with expansion of commercialization of ReActiv8 outside the US.

The initial focus of our European commercial activities for ReActiv8 is on Germany where we aim to drive adoption of ReActiv8 in a select number of high volume multi-disciplinary spine care centers. We have recruited a direct sales force, which is supported by our team of experienced field clinical specialists, and we are working with customers to integrate ReActiv8 into their routine clinical practice and provide a new treatment option for the many people suffering from Chronic Low Back Pain. As we gain experience and momentum, and as we identify other early opportunities to build our business, we will consider expansion to other sites and countries.

### **Directors and Staff**

I would like to thank the staff, consultants, clinical trial investigators and all my fellow Directors for their support and dedication, which has enabled the continued success of the Company. Of course, we also owe a debt of gratitude to all those people who agreed to be subjects in our Clinical Trials, and helped to advance ReActiv8 as an option for the millions of people suffering from Chronic Low Back Pain. I look forward to the future with optimism.

Yours faithfully,

**Oern Stuge MD**  
*Chairman*  
22 March 2017

## **Mainstay Medical International plc**

### **Board of Directors**

### **Biographies of Directors**

#### **Oern Stuge MD**

Dr. Oern R. Stuge is the independent non-executive Chairman of the Board. He is an international executive with more than 25 years of experience in the life science sector. Dr. Stuge is the owner of Orsco Lifesciences AG, through which he holds several executive and non-executive board memberships and advisory roles.

Prior to founding Orsco, Dr. Stuge worked for 12 years for Medtronic, Inc. in different roles including Senior Vice President (“SVP”) & President Europe & Central Asia, and SVP & President Cardiac Surgery. He was a member of the Medtronic Executive Committee & Operating Committee. Dr. Stuge has been credited for successfully transforming Medtronic’s global Cardiac Surgery business and accelerating the growth in its neurological and cardiovascular business in Europe, Middle East & Africa.

Dr. Stuge earned an MD from University of Oslo, an MBA from IMD, Switzerland, and an INSEAD Certificate of Corporate Governance.

#### **Peter Crosby**

Mr. Peter Crosby has been a Board member of the ultimate holding company of the Group since he was appointed CEO of Mainstay Medical in mid-2009. Mr. Crosby was instrumental in founding the Group, raising the 2010 and 2012 financing rounds, completing the 2014 IPO, and raising the 2016 placement. He is an internationally experienced medical device executive who has been chief executive officer or chairman of seven medical device companies (public and private) in four countries.

Mr. Crosby has contributed to the development and introduction to the global market of dozens of medical devices over a career spanning more than 30 years. After working for five years in a hospital environment, Mr. Crosby entered industry as one of the first three employees of Cochlear, and continued his career with executive roles in many more companies. He has direct experience in active implantable medical devices, including cardiac pacemakers and defibrillators (Telectronics Pacing Systems), cochlear implants (Cochlear), left ventricular assist devices (Ventracor), Neuromodulation (Mainstay Medical), ultrasound (Ausonics, NeoVision), software (Cardicomm Solutions), and in-vitro diagnostics (First Medical, Ischemia Technologies). Mr. Crosby has raised capital for many medical device companies, and has been directly involved in the sale of several companies.

Mr. Crosby graduated with a Bachelor of Electrical Engineering and a Masters in Engineering Science (Biomedical Engineering) from the University of Melbourne, Australia. He is a named inventor on over 30 patents and patent applications, primarily in the field of biomedical engineering.

#### **David Brabazon**

Mr. David Brabazon is a co-founder of Adapt Pharma Limited and serves as Chief Financial Officer and a board member. Adapt Pharma Limited is a US focused specialty pharmaceuticals business with its corporate headquarters in Ireland. Mr. Brabazon previously was a co-founder and Chief Financial Officer of Azur Pharma plc, which merged with Jazz Pharmaceuticals plc in early 2012. Mr. Brabazon continued to serve in the merged business as Senior Vice President of Finance and Company Secretary until late 2012. Prior to Azur Pharma, Mr. Brabazon served as Vice President of Finance and Group Financial Controller of Elan Corporation plc.

Mr. Brabazon is a chartered accountant and holds a Masters of Accounting degree from University College Dublin, Ireland and a Master of Business Administration degree from INSEAD, France. Mr. Brabazon serves as a director of Headway (Ireland) Limited which provides support and services to people affected by brain injury.

**Greg Garfield**

Mr. Greg Garfield is a Non-Executive Director of the Company and is Head—Medical Technologies Division of KCK-U.S., Inc. Mr. Garfield serves as a director on the boards of numerous private and public companies in the healthcare industry. From 2006 to 2011, he had various roles at Acclarent, Inc., a medical technology company, including Chief Operating Officer and General Counsel. Acclarent, Inc. was acquired by Johnson and Johnson at a valuation of approximately \$800 million cash in January 2010. From 1995 to 2006, Mr. Garfield had various roles at Guidant Corporation, a medical technology company, including Vice President of Business Development and General Counsel. Guidant was acquired by Boston Scientific Corporation in 2006 at a valuation of approximately \$27 billion in cash and stock. Mr. Garfield has a Bachelor of Science degree from California Polytechnic State University and a Juris Doctorate from McGeorge School of Law, University of the Pacific.

**Nael Karim Kassar**

Mr. Nael Karim Kassar is an Investment Partner of KCK Group which follows a multi-asset strategy including venture capital and private equity.

Mr. Kassar has been a Director on the board of RefleXion Medical Inc. since April 14, 2016 and Mainstay Medical International plc since June 17, 2016. He serves as a Non-Executive Director of OnePhone Holding AB and as a Director of Aerin Medical Inc., KCK Ltd., KCK Properties Ltd., Future Finance Loan Corporation Limited, Timeshare Finance Investments Limited, Specialty Finance ICAV Limited, Judgment Acquisition Corporation Limited, High Sealed and Coupled “HSC” FZCO, Sentient Energy, Inc., Citizens Parking Inc., Affirmed Networks, Inc., GFL Environmental Holdings Inc., SiGNa Chemistry, Inc., Murosa Development S.a r.l., HPS Del Mar Holdings LLC, BioInspire Technologies, Inc., QM Power Inc., and Sonitus Technologies, Inc. He served as a Director of Tunnel Capital City Partners Inc. and Hibernia NGS Limited.

Nael holds a bachelor degree in Pure Mathematics from Imperial College London together with a Masters in Advanced Studies in Mathematics from Cambridge University.

**Antoine Papiernik**

Mr. Antoine Papiernik is a Non-Executive Director of the Company and is a Managing Partner at Sofinnova Partners, which he joined in 1997. Sofinnova has been an initial investor and Antoine has been an active board member in public companies like Actelion, Auris, ProQR, Novus Pharma (then sold to CTI), Movetis (then sold to Shire), Mainstay Medical, Pixium Vision and Stentys which went public respectively on the Zürich stock exchange, the NASDAQ, the Milan Nuovo Mercato, the Belgium Stock Exchange, the Irish Stock Exchange and EuroNext Paris, in Cotherix (initially NASDAQ listed, then sold to Actelion), CoreValve (sold to Medtronic), Fovea (sold to Sanofi Aventis) and Ethical Oncology Science (EOS sold to Clovis Oncology). He has also invested, for Sofinnova, in and is a board member of private companies Corwave, Rgenix, Gecko, ReCor, MD Start, Shockwave Medical, and Reflexion Medical. Antoine has an MBA from the Wharton School of Business, University of Pennsylvania. In 2012 and 2011 Antoine was selected by Forbes for its “Midas List” of the world’s top venture capital investors. Antoine is one of the only Europeans on the list, and one of the few life science investors

**James Reinstein**

Mr. James A. Reinstein has more than 25 years of medical device experience. James is currently the President, CEO and board member of Cutera, Inc. a NASDAQ listed global device company at the forefront of the medical aesthetics space. Just prior to Cutera, he was the President and CEO of Drawbridge Health, a joint venture of GE Healthcare and GE Venture. Previous to Drawbridge, he was the President and CEO of Aptus Endosystems Inc. where he led the sale of the company to Medtronic for over \$100 million. Prior to joining Aptus, James served as Executive Vice-President and Chief Commercial Officer at Cyberonics, a neuromodulation company focused on helping patients with epilepsy, depression and chronic heart failure. James spent 17 years at Boston Scientific in various roles and functions including business development, marketing and general management. Most of his career at Boston Scientific was spent working and living in Europe, Asia and Latin America.

James was employed by Procter and Gamble after graduating with a BA in Marketing from the Terry College of Business at the University of Georgia in Athens. He also completed post graduate studies

in management at INSEAD Business School in Fontainebleau, France. James is also a General Partner at Palo Alto Medtech Advisors, and also sits on the board of directors of a publicly traded company, Pixium-Vision based in Paris, France and Monteris Medical, a privately held company located in the United States

#### **Manus Rogan PhD, MBA**

Dr. Manus Rogan is Managing Partner and co-founder of Fountain Healthcare Partners. He has over 26 years of investment and operating experience in the life science sector in both the US and Europe. Dr. Rogan earned a PhD in chemistry from the University of York (sponsored by GlaxoSmithKline) and an MBA from Trinity College Dublin.

Dr. Rogan began his career in product development at GlaxoSmithKline in the UK and in 1996 joined Elan Corporation's business development group. For four years he was responsible for licensing products and drug delivery technologies in Europe and Japan. In 2001, Dr. Rogan joined Elan's Corporate Venture Capital group in New York where he invested in private and public biotechnology companies. Investments included Sirna (acquired by Merck, 2006) and Beyond Genomics (IPO, 2011). In his seven years at Elan, Manus concluded over 25 investment and technology licensing transactions involving companies in the US, Europe and Japan. Manus currently serves on the board of Opsona Therapeutics and Mainstay Medical. He recently stepped down as Chairman of the Irish Venture Capital Association ("IVCA") and previously represented Fountain Healthcare Partners on the board of Amarin Corporation.

#### **Dan Sachs MD**

Dr. Dan Sachs is a physician entrepreneur and founder of KSpine Inc., Respicardia, Inc., Mainstay Medical Inc., and Amphora Medical, Inc., all venture-backed medical device companies. He was previously a venture capital investor with Investor Growth Capital and Spray Venture Partners, and served as Instructor in Medicine on the faculty of Harvard Medical School in the Division of Emergency Medicine.

Dr. Sachs earned an MD from the University of Michigan, and MBA from Harvard Business School

## Mainstay Medical International plc Directors' report

The Board of Directors are pleased to report on the progress of Mainstay Medical International plc ("Mainstay" or the "Company") and present the Annual Report of the Company and its subsidiaries (the "Group" or "we") for the year ended 31 December 2016.

### Principal activities

Mainstay is a medical device company focused on bringing to market ReActiv8<sup>®</sup>, a new implantable restorative neurostimulation system to treat people with disabling Chronic Low Back Pain ("CLBP").

The Company is headquartered in Dublin, Ireland. It has subsidiaries operating in Ireland, the United States, Australia and Germany, and its ordinary shares are admitted to trading on Euronext Paris (MSTY.PA) and the ESM of the Irish Stock Exchange (MSTY.IE).

As at 31 December 2016, the Company together with its operating subsidiaries Mainstay Medical Limited, MML US, Inc., Mainstay Medical (Australia) Pty Limited, Mainstay Medical Distribution Limited and Mainstay Medical GmbH form the Mainstay Medical Group.

### Key performance indicators

Current key performance indicators, used by management to measure performance and exercise control over operations are summarized below:

**Securing funds** - The Group has financed its operations to date principally through the issuance of equity securities and debt funding. The management team continues to develop and strengthen relationships to explore further financing options. These may include strategic partnering, private placement or public offering of equities or debt.

**Effective monitoring of use of funds** - Management prepares budgets and rolling forecasts to track and monitor use of funds. Actual expenditure is measured against budget, and is reported to and evaluated by the Directors on a monthly basis.

**Achieving milestones** - The Group has defined the strategic activities and milestones leading to commercialization of ReActiv8. These include:

- Product design and development of ReActiv8
- Conducting the ReActiv8-A Clinical Trial
- Quality System certification
- Obtaining CE Marking
- European commercialization of ReActiv8
- Obtaining approval for an Investigational Device Exemption (an "IDE") from the US Food and Drug Administration (the "FDA") to start a clinical trial of ReActiv8 in the US (the "ReActiv8-B Trial")
- Conducting the ReActiv8-B Trial to generate data to file a Pre-Market Approval Application (a "PMA") with the FDA
- Following Pre-Market Approval ("PMA"), starting the US commercialization of ReActiv8.

Progress towards and achievement of these milestones is reported by the management team to the Board on a regular basis. Outlined in the following business and financial review sections of this report, we describe our performance during the year ended 31 December 2016 on the relevant areas above, including updates on progress towards milestones, and analysis of expenditure and use of funds during the year.

### Business review

**ReActiv8-B Clinical Trial** – Enrollment in the ReActiv8-B Clinical Trial commenced in September 2016 and the first subject was implanted on 6 October 2016. The ReActiv8-B Clinical Trial is an international, multi-center, prospective randomized sham-controlled triple blinded trial with one-way crossover, conducted under an IDE from the FDA. The purpose of the ReActiv8-B Clinical Trial is to gather data in support of an application for PMA to the FDA, a key step towards the commercialization of ReActiv8 in the US.

The primary efficacy endpoint of the ReActiv8-B Clinical Trial is a comparison of responder rates between the treatment and control arms. The Clinical Trial will be considered a success if there is a statistically significant difference in responder rates between the treatment and control arms. A responder is defined as having at least 30% improvement in Low Back Pain reported on a 100mm Visual Analogue Scale (“VAS”) between baseline and the 120-day primary outcome assessment visit, with no increase in medications prescribed and taken for pain in the 14 days prior to the visit. The Clinical Trial, if successful, will provide Level 1 Evidence of efficacy of ReActiv8, which may be used to support applications for favorable reimbursement in the USA. In addition, evidence from the ReActiv8-B Clinical Trial will be used to support market development activities worldwide.

The statistical design of the Clinical Trial requires data from 128 subjects at the 120-day primary outcome assessment visit. Total subjects implanted will also include some subjects enrolled and implanted as part of the surgical roll-in phase, in addition to subjects implanted to achieve data from 128 subjects in the pivotal cohort. The Trial is designed with an “interim look” for sample size re-estimation when primary outcome data are available from half the subjects in the pivotal cohort, and if necessary the number of subjects in the pivotal cohort may be increased to achieve the targeted statistical significance. The interim analysis will be performed by a third-party independent statistician under the direction of the Data Monitoring Committee (DMC), and the interim results, other than a DMC recommendation regarding the findings, will remain blinded to the Group and other study participants (including Clinical Trial investigators and Clinical Trial sites).

IDE approval is for up to 40 clinical trial sites, and the Group will likely focus on less than 30 sites, located in the United States, Australia, Belgium, the Netherlands, and the United Kingdom. A summary of the protocol including key subject selection criteria and the outcome measures can be found at <https://clinicaltrials.gov/ct2/show/study/NCT02577354>.

We are pleased with the progress of the ReActiv8-B Clinical Trial. We have selected 27 Clinical Trial sites of which 18 are enrolling subjects and the remainder are working with us to begin enrolling as soon as possible. 75 subjects have been enrolled of whom, 22 have been implanted with ReActiv8, and 9 subjects are either awaiting implant or are still being assessed. Based on our experience, we estimate completion of enrollment in the ReActiv8-B Trial around the end of 2017, with data availability in 2018, which is in line with our target.

**Commercialization** – The first sale and implant of ReActiv8 in Germany was announced on 1 February 2017. The implant was performed by Dr. med. Francis Kilian, Orthopedic and Neurosurgeon at the Catholic Hospital Koblenz-Montabaur in Koblenz Germany. We are progressing discussions with a number of customers across Germany. Our European commercial activities for ReActiv8 are initially focused on Germany where we aim to drive adoption of ReActiv8 in a select number of high volume multi-disciplinary spine care centers which will become reference sites. As we gain experience and momentum, and as we identify other early opportunities to build our business, we will expand to other sites and countries.

During 2016 we received CE Marking approval for ReActiv8 based on positive results from the ReActiv8-A Clinical Trial. This Clinical Trial demonstrated a clinically important, statistically significant and lasting improvement in pain, disability and quality of life in people with disabling Chronic Low Back Pain and few other treatment options.

On 12 January 2017, we announced we had applied for ReActiv8 to be admitted to the Australian Register of Therapeutic Goods (ARTG) to allow for commercialization in Australia. The ARTG application included the results of the ReActiv8-A Clinical Trial. The Therapeutic Goods Agency will review the application and may request additional data during the review process.

**US Patents** - During 2016 we announced the issuance of two new US Patents, bringing the total current number of issued US issued Patents in the Mainstay portfolio to eight. Mainstay continues to add to its portfolio of issued patents and pending patent applications.

**ReActiv8-A Clinical Trial/PMCF Study** – The ReActiv8-A Clinical Trial is an international, multi-center, prospective, single arm Clinical Trial of ReActiv8. We announced the results of the first 47 subjects implanted in this Clinical Trial, of whom, 46 reached the 90-day end point in August 2015. On 20 September 2016 we announced the one-year results from the ReActiv8-A Clinical Trial, which showed long term sustained performance. As at 31 December 2016, 6 additional subjects had been implanted in the ReActiv8-A Clinical Trial.

The results show clinically important, statistically significant and lasting improvement in pain, disability and quality of life in a population of people with few treatment options. As detailed above, the submission for CE Mark approval included the results of the first 47 subjects implanted in the ReActiv8-A Clinical Trial.

Following CE marking approval, a range of activities is required for Post Market Clinical Follow Up to gather additional data on the long term performance and safety of ReActiv8. The ReActiv8-A Post Market Clinical Follow-up (PMCF) Study is a continuation of the ReActiv8-A Clinical Trial (but with CE Marked ReActiv8). 40 additional subjects are planned to be implanted as part of the continuation of the ReActiv8-A PMCF Study.

**ReActiv8-C Registry** – In addition to the ReActiv8-A PMCF Study, the Group will conduct a registry. The ReActiv8-C Registry is an international, multi-center, data collection registry. All patients who will be implanted with ReActiv8 during commercialization will be invited to enroll in the ReActiv8-C Registry until the target enrollment numbers have been reached. The purpose is to gather additional summary data on the long-term performance of ReActiv8 in at least 50 patients.

**Funding** - On 17 June 2016, we announced the completion of a private placement of €30 million (approximately \$33.7 million) through a placement of 2,307,694 new ordinary shares with new and existing shareholders (the “Placement”). On 11 August 2016, we announced the publication of a prospectus (the “Prospectus”) in connection with the Placement. The Prospectus comprised a Summary Document, a Securities Note and a Registration Document. These documents are available on our website ([www.mainstay-medical.com](http://www.mainstay-medical.com)).

The Group’s debt facility provided by IPF was announced on 24 August 2015 for up to \$15 million. During July 2016, we received the last tranche of \$4.5 million. As at 31 December 2016, the Group had drawn down the full facility of \$15 million.

## Financial review

**Income statement** – Operating expenses related to on-going activities were \$16.8 million during the year ended 31 December 2016 (2015: \$12.9 million). On-going activities during the financial year included clinical and regulatory activities, research and development, preparation for commercialization and general and administrative activities.

Research and development expenses reflect costs incurred for research, ongoing development and design of the Group’s product ReActiv8. These expenses include the salaries of engineers, technicians, quality and regulatory specialists; the cost of outsourced development and manufacturing activities; biocompatibility and pre-clinical studies; and quality costs including the set-up and on-going maintenance of our quality system. Research and development expenses also include the costs of prosecuting and maintaining our intellectual property portfolio, including legal costs and associated filing and maintenance fees. Research and development expenses were \$3.6 million during the year ended 31 December 2016 (2015: \$2.9 million). An increase of \$0.7 million is primarily driven by expansion of the team, who also support clinical trials and commercialization.

Clinical and regulatory expenses relate to the ongoing ReActiv8-A Clinical Trial (including the continuation of the ReActiv8-A Clinical Trial as the ReActiv8-A PMCF Study), and preparation for and commencement of the ReActiv8-B Clinical Trial. Also included in clinical and regulatory expenses are expenses relating to clinical consulting; regulatory consulting; and, salary costs for our clinical team members. All clinical and regulatory costs are expensed as incurred. We are pleased with the progress of the ReActiv8-B Clinical Trial, and we expect clinical and regulatory expenses to increase significantly as enrollment in the ReActiv8-B Clinical Trial continues to ramp up, and as we undertake post market clinical follow-up activities. Clinical and regulatory expenses were \$5.6 million during the year ended 31 December 2016 (2015: \$4.7 million). The increase of \$0.9 million is primarily driven by increased consulting and clinical costs relating to the ReActiv8-B Clinical Trial.

Selling, general and administration expenses include costs relating to the executive, legal, finance and commercial functions. Executive, legal, and finance expenses include the salaries and other related costs for personnel, professional fees for accounting, audit and legal services, general and facilities costs such as rent, insurances and IT costs. Commercial costs during the financial year include the salaries of our direct sales force, costs related to the development of the Group’s commercial strategy, and costs related to obtaining and expanding reimbursement for the Group’s products after regulatory approvals have been obtained and the products become available to be sold commercially.



Commercial expenses are expected to increase with the expansion of our resources to include new personnel in a direct sales team as we commercialize in key target markets in Europe. Selling, general and administration expenses were \$7.6 million during the year (2015: \$5.3 million). The increase of \$2.3 million is primarily driven by the expansion of our team, increase in non-cash share based payments expense and expenditure on preparation for commercialization.

**Statement of financial position** – On 17 June 2016, we announced that we had raised gross proceeds of €30 million (approximately \$33.7 million) through a placement of 2,307,694 new ordinary shares with new and existing shareholders (the “Placement”). Transaction costs of approximately \$1.2 million were incurred and have been offset against retained earnings.

On 24 August 2015, we announced the closing of debt financing for up to \$15 million. As at 31 December 2016, the Group had drawn down the full debt facility of \$15 million. The last tranche of \$4.5 million was received in July 2016 following CE Marking approval of ReActiv8.

Following CE Marking approval which was received by the Group in May 2016, as part of our preparation for commercialization, we have built up inventory valued at \$1.1 million as at 31 December 2016.

Cash on hand at 31 December 2016 was \$36.7 million (2015: \$16.6 million). Total assets of the Group at year end were \$39 million (2015: \$17.6 million). The increase in cash is primarily due to the proceeds received from the placement completed in June 2016 and the final tranche of our debt facility, offset by ongoing operating expenditure and buildup of inventory held for commercialization.

Operating net cash outflows for the year ended 31 December 2016 were \$16.7 million (2014: \$11.6 million). This operating cash outflow reflects the cost of the research and development of ReActiv8, undertaking our clinical trials, preparation for commercialization, the ongoing costs of being a public company, and running the Group.

### Principal risks and uncertainties

A summary of the principal risks relating to the Company and/or its industry include the following:

- We have incurred significant operating losses and may not be able to achieve or subsequently maintain profitability.
- We expect to require additional funds in the future in order to meet our capital and expenditure needs and further financing may not be available when required or, if available, could require us to agree to terms which are specifically favorable to new investors, or to restrictions significantly limiting our access to additional capital
- Our future financial performance is substantially dependent on the commercial success of ReActiv8, our only product as of the date of this Annual Report
- We operate in a highly regulated environment and regulatory approval is required before we can market or sell ReActiv8 in any market
- Seeking and obtaining regulatory approval for medical devices can be a long and uncertain process. Strict or changing regulatory regimes, government policies and legislation in any of our target markets may delay, prohibit or reduce potential sales
- We are required to conduct clinical trials for regulatory approvals and other purposes. Clinical trials carry substantial risks and are costly and time consuming, with uncertain results.

A more extensive description of the existing and future potential risks to Mainstay’s business and to the Company’s ordinary shares are outlined in the Risk Factors section of this report, on pages 23 to 41, and should be considered carefully by Shareholders and prospective investors.

### Financial risk management

The Group is exposed to a variety of financial risks including credit risks, liquidity risks, interest rate risks and foreign currency risks. Further information can be reviewed in Note 19.

**Risk management framework** - Mainstay’s Board of Directors has overall responsibility for the establishment and oversight of the Group’s risk management framework. The Group’s risk management policies are established to identify and analyze the risks faced by the Group, to set appropriate risk limits and controls and to monitor risks and adherence to the limits.

Due to the pre-revenue nature of the Group’s activities during the financial year, there are no significant concentrations of financial risk other than concentration of cash with individual banks and there has

been no significant change during the financial year, or since the end of the year to the types or extent of financial risks faced by the Group or the Group's approach to the management of those risks.

**Credit risk** - Credit risk is the risk of financial loss to the Group if a customer or counterparty to a financial instrument fails to meet contractual obligations, and arises principally from the Group's cash and cash equivalents and trade and other receivables.

**Liquidity risk** - Liquidity risk is the risk that the Group will not be able to meet its financial obligations as they fall due. Since inception the Group has funded its operations primarily through (i) the issuance of equity securities and (ii) debt funding. The Group continues to explore funding strategies (e.g.: equity, debt, partnering) to support its activities into the future. Adequate additional financing may not be available on acceptable terms, or at all. The Group's inability to raise capital as and when needed would have a negative impact on the Group's financial position and its ability to pursue its business strategy.

**Foreign currency risk** - The Group's reporting currency is the US Dollar. The Group's exposure to foreign currency risk arises through expenditure incurred in Euro and Australian Dollars. The Group's Australian subsidiary has an Australian Dollar functional currency, and two of the Group's subsidiaries located in Ireland and Germany have a Euro functional currency.

**Interest rate risk** - The Group's cash balances are maintained in short term access accounts and carry a floating rate of interest.

The Group's debt carries a variable rate of 3-month Euribor plus a margin ranging from 10.5% to 12.5%. Any change in the Euribor rate above zero will directly affect the amount of interest repayable on this debt.

### **Outlook and future developments**

We are pleased with the progress of the ReActiv8-B Clinical Trial. Enrollment is well under way and we estimate that enrollment will be completed around the end of 2017, with data availability in 2018, which is in line with our target. If successful, the ReActiv8-B Clinical Trial will yield level 1 evidence of efficacy, which we will use to support an application for PMA approval to allow for commercialization in the US. We also anticipate the data from this Clinical trial will help with expansion of commercialization of ReActiv8 outside the US.

The initial focus of our European commercial activities for ReActiv8 is on Germany where we aim to drive adoption of ReActiv8 in a select number of high volume multi-disciplinary spine care centers. We have recruited a direct sales force, which is supported by our team of experienced field clinical specialists, and we are working with customers to integrate ReActiv8 into their routine clinical practice and provide a new treatment option for the many people suffering from Chronic Low Back Pain. As we gain experience and momentum, and as we identify other early opportunities to build our business, we will consider expansion to other sites and countries.

### **Directors and Secretary and their interests**

The names of the persons who were Directors during the year are set out on page 3.

Greg Garfield and Nael Karim Kassar were appointed to the board as Non-Executive Directors on 17 June 2016. All other Directors served as directors for the entire year.

The following directors, Mr Antoine Papiernik, Mr. Manus Rogan, Mr James Reinstein, Mr Nael Kassar and Mr Greg Garfield retired at the Company's Annual General Meeting ("AGM") held on 16 September 2016 and submitted themselves for re-election by the shareholders. The resolutions to re-elect each Director were passed at the Company's AGM on 16 September 2016.

It is the Board's current intention that one third of all Directors will retire at each AGM, subject to any additional requirements under Articles 90 to 94 of the Company's Articles of Association.

The beneficial interest of the Directors and Company Secretary, who held office at 31 December 2016,

in the ordinary share capital of the Company at the dates below were as follows:

<b>Ordinary shares</b>		<i>Ordinary shares at par value of €0.001 each</i>	
		<b>At 31 December 2016</b>	<b>At 31 December 2015</b>
<b>Name</b>			
Peter Crosby	Ordinary shares of €0.001 each	81,400	81,400
David Brabazon	Ordinary shares of €0.001 each	27,828	4,728
Dan Sachs MD	Ordinary shares of €0.001 each	515,000	515,000
Tom Maher	Ordinary shares of €0.001 each	7,702	10

The movement in ordinary shares held by Directors and Secretary between 31 December 2015 and 31 December 2016 relates to ordinary shares acquired in the private placement completed in June 2016.

<b>Share options</b>	<b>Deemed date of grant</b>	<b>Exercise price per ordinary share</b>	<b>Expiry date</b>	<b>No. of ordinary shares under option as at 31 December 2016</b>	<b>No. of ordinary shares under option as at 31 December 2015</b>	<b>No. of vested options as at 31 December 2016</b>
Oern Stuge MD	23 Jan 2013	US\$1.00	10 years from vesting	55,014	55,014	53,863
Oern Stuge MD	13 Dec 2016	€15.50	10 years from vesting	17,000	-	-
Peter Crosby	23 Jan 2013	US\$1.00	10 years from vesting	75,000	75,000	73,420
Peter Crosby	8 Jan 2015	€14.90	10 years from vesting	65,000	65,000	31,144
Peter Crosby	17 Dec 2015	€17.95	10 years from vesting	35,000	35,000	8,750
Peter Crosby	13 Dec 2016	€15.50	10 years from vesting	55,000	-	-
David Brabazon	5 Dec 2013	US\$1.00	10 years from vesting	18,427	18,427	13,798
David Brabazon	13 Dec 2016	€15.50	10 years from vesting	5,700	-	-
James A. Reinstein	2 Sep 2015	€16.87	10 years from vesting	20,000	20,000	6,248
James A. Reinstein	13 Dec 2016	€15.50	10 years from vesting	6,200	-	-
Tom Maher	24 Jun 2014	€17.08	10 years from vesting	32,000	32,000	19,988
Tom Maher	8 Jan 2015	€14.90	10 years from vesting	5,000	5,000	2,394
Tom Maher	2 Sep 2015	€16.87	10 years from vesting	6,000	6,000	1,872
Tom Maher	17 Dec 2015	€17.95	10 years from vesting	15,000	15,000	3,750
Tom Maher	19 Oct 2016	€16.20	10 years from vesting	20,000	-	-

Except as disclosed in this report, none of the Directors, who held office at 31 December 2016, had a beneficial interest in the share capital of the Company or its subsidiaries and no such interest, the existence of which is known or could with reasonable diligence be ascertained by the relevant Director, is held by any connected person.

Antoine Papiernik held no interest in the issued share capital of the Company other than the interests that he is deemed to hold in the Company by virtue of the interests that he holds in Sofinnova Capital VI FCPR. At 31 December 2016, Sofinnova Capital VI FCPR owned 2,165,813 ordinary shares amounting to approximately 32.8% of the entire issued ordinary share capital of the Company. As at 31 December 2015, Sofinnova Capital VI FCPR owned 1,775,829 ordinary shares amounting to

approximately 41.32% of the entire issued ordinary share capital of the Company. The movement in ordinary shares held by Sofinnova Capital VI FCPR between 31 December 2015 and 31 December 2016 relates to ordinary shares acquired in the private placement completed in June 2016.

Manus Rogan held no interest in the issued share capital of the Company other than the interests that he is deemed to hold in the Company by virtue of the interests that he holds in Fountain Healthcare Partners Fund 1 LP. At 31 December 2016, Fountain Healthcare Partners Fund 1 LP owned 796,940 ordinary shares amounting to approximately 12.1% of the entire issued ordinary share capital of the Company. At 31 December 2015, Fountain Healthcare Partners Fund 1 LP owned 566,171 ordinary shares amounting to approximately 13.17% of the entire issued ordinary share capital of the Company. The movement in ordinary shares held by Fountain Healthcare Partners Fund 1 LP between 31 December 2015 and 31 December 2016 relates to ordinary shares acquired in the private placement completed in June 2016.

Nael Karim Kassar held no interest in the issued share capital of the Company other than the interests that he is deemed to hold in the Company by virtue of the interests that he holds in KCK Limited. At 31 December 2016, KCK Limited owned 1,153,846 ordinary shares amounting to approximately 17.5% of the entire issued ordinary share capital of the Company. At 31 December 2015, KCK Limited held no interest in the Company. The ordinary shares held by KCK Limited as at 31 December 2016 were acquired in the private placement completed in June 2016.

### Directors' remuneration

The following table shows the amount of remuneration paid and benefits in kind granted to the Directors by the Group for services in all capacities:

<b>2016:</b>	<b>Fees</b>	<b>Salary</b>	<b>Annual Incentive</b>	<b>Benefits in Kind</b>	<b>Total</b>
<b>Executive Directors</b>					
Peter Crosby (Note 2)	-	\$551,673	\$140,106	\$25,110	\$716,889
<b>Non-Executive Directors</b>					
Oern Stuge MD (Note 1)	\$102,015	-	-	-	\$102,015
David Brabazon (Note 4)	\$55,288	-	-	-	\$55,288
Greg Garfield	-	-	-	-	-
Nael Karim Kassar	-	-	-	-	-
Antoine Papiernik	-	-	-	-	-
James A. Reinstein (Note 3)	\$55,288	-	-	-	\$55,288
Manus Rogan PhD	-	-	-	-	-
Dan Sachs MD	-	-	-	-	-
<b>2015:</b>					
<b>Executive Directors</b>					
Peter Crosby	-	\$411,535	\$127,650	\$24,728	\$563,913
<b>Non-Executive Directors</b>					
Oern Stuge MD (Note 1)	\$41,678	-	-	-	\$41,678
David Brabazon (Note 4)	\$26,860	-	-	-	\$26,860
Antoine Papiernik	-	-	-	-	-
James A. Reinstein (Note 3)	\$25,991	-	-	-	\$25,991
Manus Rogan PhD	-	-	-	-	-
Dan Sachs MD	-	-	-	-	-

#### Notes:

- In addition to the Directors fees in 2015 above, the Group made payments of \$64,878 in 2015 under a consultancy agreement to ORSCO Life Sciences AG (the "ORSCO Consulting Agreement"), a Swiss company which is controlled by Oern Stuge. Details of payment to ORSCO Life Sciences AG in 2015 are included in Note 24. On 31 December 2015, Mainstay

Medical Limited and ORSCO Life Sciences AG agreed to terminate the ORSCO Consultancy Agreement with effect from 31 December 2015, and no payments were made in relation to the ORSCO Consulting Agreement in 2016. On 1 January 2016, the Company entered into a new Non-Executive Director Appointment Letter with Oern Stuge with a Director's fee per annum of CHF 100,000.

2. Peter Crosby's salary and bonus in 2016 includes amounts relating to the years 2013, 2014 and 2015 of approximately \$130,000 arising from adjustments related to currency and tax equalization.
3. James Reinstein was appointed to the Board on 22 June 2015. The terms of James Reinstein's appointment letter include €40,000 Directors Fees per annum plus an additional €10,000 per annum for each Committee Chairman position held.
4. David Brabazon was appointed on 3 April 2014, and the terms of his appointment letter included Directors Fees of US\$20,000 per annum. With effect from 21 October 2015, the Company revised the terms of David Brabazon's appointment letter and the fee per annum was revised to €40,000 Directors Fees per annum plus an additional €10,000 per annum for each Committee Chairman position held.

None of the directors exercised any share options in either 2015 or 2016.

### Issued share capital

At 31 December 2016 the authorized share capital of the Company was €60,000, comprised of 20,000,000 ordinary shares of €0.001 each, representing 99.8% of total authorized shares (by number) and 40,000 deferred shares of €1.00 each, representing 0.2% of total authorized shares (by number). A full description of the rights attached to the ordinary and deferred shares of the Company is available in the Articles of Association on the Company's website. Further information on share movements is provided in Note 17.

At the Company's 2016 AGM held on 16 September 2016:

- the Directors were authorized, pursuant to Section 1021 of the Companies Act 2014 ("**2014 Act**"), to allot "relevant securities" up to an aggregate nominal value of €10,000, representing approximately 151% of the Company's issued ordinary share capital as at the 29 July 2016. This authority will expire on 16 September 2021.
- the Directors were authorized, pursuant to Section 1023 of the 2014 Act, to dis-apply statutory pre-emption provisions in the event of a rights issue or other pro rata offer of equity securities to shareholders for cash; or other issue of equity securities for cash up to an aggregate nominal value of €10,000 representing approximately 151% of the Company's issued ordinary share capital as at 29 July 2016. This authority will expire on 16 September 2021.

The Company is not aware of any agreements between holders of securities that may result in restrictions in the transfer of ordinary shares or voting rights over ordinary shares. The Directors in their absolute discretion and without assigning any reason therefor may decline to register any transfer of a deferred share. The Company is authorized at any time to appoint any person to execute on behalf of the holder(s) of deferred shares a transfer thereof and/or an agreement to transfer the same, without making any payment to the holder(s) thereof and persons so entitled, to such person(s) as the Company may determine as holder(s) thereof and beneficially entitled thereto.

At no time during 2016 were any ordinary or deferred shares in the Company held or acquired by the Company or any subsidiary of the Company.

### Share Option Plan 2016

The Group operates a share option plan (the "Plan"). As at 31 December 2016, the Plan allows for the Company to grant share options to employees of the Group companies, and other eligible persons. Shares are issued when share options are exercised in accordance with the Plan.

### Memorandum and Articles of Association

The Company's Articles of Association detail the rights attached to the shares; and the rules relating to the Directors, including their appointment, retirement, re-election and powers. Changes to the Articles of Association must be approved by the shareholders in accordance with the legislation in force from time to time.

At the Company's 2015 AGM held on 18 June 2015, two special resolutions were passed to amend the Articles of Association of the Company to take account of the Companies Act 2014 and to make some "housekeeping" changes.

A copy of the Memorandum and Articles of Association can be obtained from the Group's website.

### Substantial shareholders

As at 31 December 2016 before publication of this Directors' Report, in so far as was notified to the Company, the following were holders of 3% or more of the Company's issued ordinary share capital:

Shareholder	No. of ordinary shares	Percentage
Sofinnova Capital VI FCPR	2,165,813	32.8%
KCK Limited	1,153,846	17.5%
Fountain Healthcare Partners Fund 1, L.P.	796,940	12.1%
Dan Sachs MD	515,000	7.8%
Perceptive Life Sciences Master Fund, Ltd	321,513	4.9%
Capricorn Health-Tech Fund NV	317,004	4.8%
Seamus Mulligan (Note 1)	281,050	4.3%
Medtronic, Inc.	235,209	3.6%

Notes:

1. Includes Ordinary Shares held by Barrymore Investments Limited (a company controlled by Seamus Mulligan)

### Going concern

The Financial Statements have been prepared on the basis that the Group is a going concern. The Directors note the following relevant matters:

- The Group has an accumulated retained losses reserve of \$94.7 million and a reorganization reserve of \$44.6 million (which is in substance, primarily, retained losses). These losses include a non-cash expense of \$66.5 million incurred in 2014 related to fair valuing of embedded derivatives arising on preference shares
- The Group expects to continue to incur losses in the medium term
- The Group had operating cash out flows of \$16.7 million during the year ended 2016 (2015: \$11.6 million)
- Regulatory approval for the commercialization of ReActiv8 is not guaranteed and in the US is dependent on the successful completion of the ReActiv8-B Clinical Trial and obtaining PMA approval from the FDA

To fund the clinical trials and commercialization of ReActiv8 the Group has raised debt and equity and it continues to explore funding strategies (e.g.: equity, debt, partnering) to support the Group's activities into the future. As at 31 December 2016, the Group reported cash of \$36.7 million.

After making enquiries and having considered the conditions noted above and the options available to the Group, the Directors have a reasonable expectation that the Group can carefully monitor its cash flows and has the ability to consider various strategies for additional funding and budgets to manage cash (e.g.: pause projects, delay recruitment of staff and focus on specific milestones) to ensure that the Group will have sufficient funds to be able to meet its liabilities as they fall due for a period of at least 12 months from the date of the Financial Statements and are satisfied that the Financial Statements should be prepared on a going concern basis.

### Dividends

The Directors do not recommend the payment of a dividend.

### **Research and development**

Certain Group undertakings are engaged in ongoing research and development aimed at continuous improvement of the Group's product and processes. Research and development expenditure is set forth in Note 5 to the consolidated Financial Statements.

### **Related party transactions**

Details of related party transactions that have taken place during the reporting period are set forth in Note 24 to the consolidated Financial Statements.

### **Political and charitable donations**

During the year, the Group and Company made no donations requiring disclosure.

### **Post balance sheet events**

Details of important events affecting the Company which have taken place since the end of the year are given in Note 25 to the Financial Statements.

### **Subsidiary undertakings**

At 31 December 2016, the Company (Mainstay Medical International plc) had the following subsidiaries and owns 100% of the called up ordinary share capital of each such subsidiary:

- Mainstay Medical Limited ("MML") is registered in Ireland and its principal activities include research, development, clinical and regulatory activities and support services to other Group companies.
- MML US, Inc. is registered in the United States of America and its principal activity is the provision of support services to other Group companies.
- Mainstay Medical (Australia) Pty. Limited ("MMA") is registered in Australia and its principal activity is the provision of support services to other Group companies.
- Mainstay Medical Distribution Limited ("MMD") was incorporated in Ireland and its principal activity is the provision of sales and distribution services.
- Mainstay Medical GmbH ("MMG") is registered in Germany and its principal activity is the provision of sales support services.

The Company owns 100% of the called up share capital of each of the above subsidiaries

### **Accounting records**

The Directors, through the use of appropriate procedures, personnel and systems have ensured that measures are in place to secure compliance with the Company and the Group's obligation to keep adequate accounting records under section 281-285 of the Companies Act, 2014. The books of account of the Company and the Group are maintained at its registered office.

### **Relevant audit information**

The Directors believe they have taken all steps necessary to make themselves aware of any relevant audit information and have established that the Group's statutory auditors are aware of that information. In so far as they are aware, there is no relevant audit information of which the Group's statutory auditors are unaware.

### **Audit Committee**

The Company has established an Audit Committee, refer to page 20 for further information.

### **Directors Compliance Statement:**

The Directors, in accordance with Section 225(2) of the Companies Act 2014, acknowledge that they are responsible for securing the Company's compliance with the Relevant Obligations (as defined by the Companies Act 2014), and the Directors confirm that:

- (a) a compliance policy statement has been drawn up setting out the Company's policies that are, in their opinion, appropriate with regard to such compliance;
- (b) appropriate arrangements or structures are in place that are, in their opinion designed to provide reasonable assurance of compliance in all material respects with those Relevant Obligations; and
- (c) a review has been conducted, during the financial year, of those arrangements or structures.

### **Auditors**

The auditors, KPMG, Chartered Accountants, will continue in office accordance with Section 383 (2) of the Companies Act 2014.

A resolution authorizing the Directors to fix the auditors remuneration was passed at the Company's AGM on 16 September 2016.

**On behalf of the Board on 22 March 2017,**

**Oern Stuge MD**  
*Chairman*

**Peter Crosby**  
*CEO*



## **Mainstay Medical International plc Corporate governance report**

The Board recognizes the importance of good governance in supporting growth in long term shareholder value and is accordingly committed to maintaining the highest standards of corporate governance commensurate with the size and stage of the development of the Group.

While there is no specific corporate governance regime mandated in Ireland for companies listed on ESM nor is there any specific corporate governance regime mandated in France for companies who are listed on Euronext but not incorporated in France, the Company applies recognized corporate governance principles to the extent they are appropriate for a company of its size, stage of development and resources.

The Board will also take account of other institutional shareholder governance guidelines on disclosure and shareholder authorizations to the extent they are appropriate for a company of its size, stage of development and resources.

### **The Board**

The Board is responsible for the supervision and control of the Company and is accountable to the Company. The Board has reserved decision-making on a variety of matters, including determining strategy for the Group, reviewing and monitoring executive management performance and monitoring risks and controls.

The Board comprises nine Directors, including one Executive Director, seven Non-Executive Directors and the Non-Executive Chairman. The roles of Chairman and Chief Executive Officer are not exercised by the same individual.

The Board meets regularly (no less than four times per year) to consider strategy, performance and the framework of internal controls. The Directors have also established an Audit, Risk and Compliance Committee, a Remuneration Committee, and a Nominations Committee with formally delegated rules and responsibilities. Each of the Committees currently comprises Non-Executive Directors only.

The Board comprises a mix of the necessary skills, knowledge and experience required to provide leadership, control and oversight of the management of the Company and to contribute to the development and implementation of the Company's strategy. In particular, the Board combines a group of Directors with diverse backgrounds within the medical device and related sectors, in both public and private companies.

All the Directors bring independent judgment to bear on issues affecting the Group and all have full and timely access to information necessary to enable them to discharge their duties. The Articles require each Director retire at the annual general meeting held in the third calendar year following the year in which he was appointed or last re-appointed but unless he falls within the paragraph immediately below he shall be eligible for re-appointment.

A Director shall also retire at any annual general meeting if he has agreed to do so (whether in accordance with the terms of his appointment or otherwise) and, unless the Directors have agreed otherwise, he shall not be eligible for re-appointment.

### **Internal control**

The Board acknowledges that it is responsible for maintaining the Company's system of internal control and risk management processes required to safeguard the Group's assets and intellectual property. Such a system is designed to identify, manage and mitigate financial, operational and compliance risks inherent to the Company and the Group. The system is designed to manage rather than eliminate the risk of failure to achieve business objectives and can only provide reasonable, but not absolute assurance against material misstatement or loss.

The main features of internal control and risk management processes for preparing Financial Statements and financial reporting include:

- Board approval of the annual budget and strategy;
- Monitoring of performance against the annual budget through monthly Board reports detailing actual results versus budget, analysis of material variances, and re-forecasting where

- required;
- Finance function resourced to facilitate segregation of duties;
  - Audit, Risk and Compliance Committee review of the integrity of the Annual Report and Half-Yearly Report;
  - Board review and approval of the Annual Report and Half-Yearly Report; and
  - Board approved authorization limits and investment policy.

### **Board Committees**

The Board has established a number of committees to deal with specific matters. Brief particulars are set out below:

- Audit, Risk and Compliance Committee – Mr. David Brabazon (Independent Chairman), Dr. Manus Rogan, Mr. James Reinstein (Independent) and Dr. Oern Stuge (Independent);
- Nominations Committee - Dr. Oern Stuge (Independent Chairman), Mr. David Brabazon (Independent), Mr. Antoine Papiernik and Mr. James Reinstein (Independent);
- Remuneration Committee - Mr. James Reinstein (Independent Chairman), Mr. David Brabazon (Independent), Mr. Antoine Papiernik, Dr. Manus Rogan and Dr. Oern Stuge (Independent).

### **Audit, Risk and Compliance Committee**

The Audit, Risk and Compliance Committee is chaired by Mr. David Brabazon (the Audit, Risk and Compliance Committee Financial Expert). The Chief Financial Officer and Chief Executive Officer may also be invited to attend meetings of the Committee. It meets at least three times a year and is responsible for ensuring that the financial performance of the Group is properly monitored and reported on. The Committee also meets with and reviews findings of the audit with the external auditor. It meets with the auditors at least once a year without any members of management being present and is also responsible for considering and making recommendations regarding the appointment and remuneration of such auditors.

### **Remuneration Committee**

The Remuneration Committee is chaired by Mr. James Reinstein. It meets at least three times a year and considers and recommends to the Board the framework for the remuneration of the Chief Executive Officer, Chairman, Company Secretary, Chief Financial Officer, executive Directors and such other officers as it is designated to consider and, within the terms of the agreed policy, considers and recommends to the Board the total individual remuneration package of each executive Director including bonuses, incentive payments and share awards. It reviews the design of all incentive plans for approval by the Board and (if required) shareholders and, for each such plan, recommends whether awards are made and, if so, the overall amount of such awards, the individual awards to executive Directors and the performance targets to be used. No Director is involved in decisions concerning his/her own remuneration.

### **Nominations Committee**

The Nominations Committee is chaired by Dr. Oern Stuge. It meets at least two times a year and considers the selection and re-appointment of Directors. It identifies and nominates candidates for all Board vacancies and reviews regularly the structure, size and composition (including the skills, knowledge and experience) of the Board and makes recommendations to the Board with regard to any changes.

### **General meeting**

The Company shall hold in each year a general meeting as its annual general meeting in addition to any other meeting in that year and shall specify the meeting as such in the notice calling it. Not more than 15 months shall elapse between the date of one annual general meeting and that of the next. All general meetings other than annual general meetings shall be called extraordinary general meetings.

The Directors may convene general meetings. Extraordinary general meetings may also be convened

on such requisition, or in default may be convened by such requisitions, and in such manner as may be provided by the Companies Act 2014.

Subject to the provisions of the Companies Act 2014 allowing a general meeting to be called by shorter notice, an annual general meeting and an extraordinary general meeting shall be called by at least 21 clear days' notice, except that an extraordinary general meeting that is not called for the passing of a special resolution may, subject to compliance with all applicable provisions of the Companies Act 2014, be called by at least 14 clear days' notice.

The Directors shall specify in the notice of a general meeting the voting record date, being a date not more than 48 hours before the general meeting to which it relates. A person shall be entered on the register at the voting record date in order for that person to exercise the right of a member to participate and vote at the general meeting and any change to an entry on the register after the voting record date shall be disregarded in determining the right of any person to attend and vote at the meeting.

No business other than the appointment of a chairman shall be transacted at any general meeting unless a quorum of members is present at the time when the meeting proceeds to business. Two persons entitled to attend and to vote upon the business to be transacted, each being a member or a proxy for a member, shall be a quorum.

If such a quorum is not present within half an hour from the time appointed for the meeting, the meeting, if convened upon the requisition of members, shall be dissolved; in any other case the meeting shall stand adjourned to the same day in the next week at the same time and place, or to such other day and at such other time and place as the Directors may determine.

All business shall be deemed special that is transacted at an extraordinary general meeting. All business that is transacted at an annual general meeting shall also be deemed special, with the exception of declaring a dividend, the consideration of the Company's statutory financial statements and reports of the Directors and auditors, the appointment of Directors in the place of those retiring, the appointment or re-appointment of the auditors (subject to sections 380 and 382 to 385 of the Companies Act 2014) and the fixing of the remuneration of the auditors.

Every member entitled to attend and vote at a general meeting may appoint a proxy to attend, speak and vote on his behalf provided, however, that:

- a member may appoint more than one proxy provided that each proxy is appointed to exercise the rights attached to shares held in different securities accounts; and
- a member acting as an intermediary on behalf of a client in relation to shares may appoint that client or any third party designated by that client as a proxy in relation to those shares,

subject to such requirements and restrictions as the Directors may from time to time specify.

The Company's AGM gives shareholders the opportunity to question the Directors. The Directors must answer any question a member asks relating to the business being dealt with at the meeting unless answering the question would interfere unduly with the preparation for the general meeting or the confidentiality and business interests of the Company, or the answer has already been given on a website in the form of an answer to a question, or it appears to the Chairman of the meeting that it is undesirable in the interests of good order of the meeting that the question be answered.

The business of the Company is managed by the Directors who may exercise all the powers of the Company, subject to the Companies Act 2014, the Articles of Association and to any directions given by the members by special resolution.

## **Votes**

The Companies Act 2014 require that resolutions of the general meeting be passed by the majority of votes cast (ordinary resolution) unless the Companies Act 2014 or the Company's Articles of Association provide for 75% majority of votes cast (special resolution). The Company's Articles of Association provide that the Chairman has a casting vote in the event of a tie.

At meetings, unless a poll is demanded, all resolutions are determined on a show of hands, with every shareholder who is present in person or by proxy having one vote so, however, that no individual shall have more than one vote, and on a poll every member shall have one vote for every share carrying rights of which he is the holder. On a poll a member entitled to more than one vote need not cast all his votes or cast all the votes he uses in the same way. At the meeting, after each resolution has been

dealt with, details will be given of the level of proxy votes lodged for and against that resolution and also the level of votes withheld on that resolution.

Subject to the Companies Act 2014 and to such requirements and restrictions as the Directors may, in accordance with the Companies Act 2014 specify, the Company at its discretion may provide for participation and voting in a general meeting by electronic means.

Subject to the Companies Act 2014 and to such requirements and restrictions as the Directors may, in accordance with the Companies Act 2014 specify, the Company may at its discretion provide for voting on a poll by correspondence. Where the Company permits votes to be cast on a poll by correspondence, it shall be required to count only those votes cast in advance by correspondence that are received before the date and time specified by the Company for that purpose, provided that such date and time is not more than 24 hours before the time at which the vote is to be concluded.

#### **European Communities (Takeover Bids (Directive 2004/25/EC)) Regulations 2006**

The Company and a subsidiary of the company, Mainstay Medical Limited ("MML") are party to a Facility Agreement dated 24 August 2015 with IPF Fund I SCA SICAV-FIS ("IPF") whereby IPF provided a debt facility to MML of up to \$15 million. In certain circumstances in the event of a change of control of the Company or of MML, the debt facility may become immediately repayable at IPF's option.

## Mainstay Medical International plc

### Risk factors

This section addresses the existing and future material risks to Mainstay's business. The Risk Factors listing does not set out an exhaustive list or explanation of all risks that Shareholders or prospective investors may face when making an investment in the Ordinary Shares and should be used as guidance only as further risks and uncertainties not currently known to the Board, or that the Board currently deems immaterial, may also have an adverse effect on the Company's or the Group's financial condition, business, prospects and/or results of operations. In such a case, the market price of Ordinary Shares could decline and investors may lose all or part of their investment.

#### **RISKS RELATING TO OUR FINANCIAL CONDITION AND CAPITAL REQUIREMENTS**

**(a) We have incurred significant operating losses and may not be able to achieve or subsequently maintain profitability**

We have incurred significant net losses since we were founded. For the year ended 31 December 2016, we had a comprehensive loss of \$18.7 million (and a comprehensive loss of \$13.2 million in 2015). We fund our operations through equity capital and debt, and have raised more than \$85 million of equity capital and we have drawn the full amount of the \$15 million debt facility that we announced in August 2015. We have devoted substantially all of our resources to the research and development of ReActiv8, including completion of our feasibility study in October 2012, progress on our ReActiv8-A Clinical Trial (which commenced in 2014 and led to CE Marking approval in May 2016), preparations for and commencement of our ReActiv8-B Clinical Trial, and expansion of our intellectual property portfolio.

To implement our business strategy and generate revenue and profit in the future, we need to, among other things, obtain regulatory approvals for ReActiv8 (which on the date of this document is our only product) in our target markets. We have obtained CE Marking of ReActiv8, which allows for commercialization of ReActiv8 in the European Economic Area (the "EEA", which includes the EU, Iceland, Liechtenstein and Norway) and Switzerland. CE Marking approval also allows more rapid regulatory approval in certain other countries (e.g.: Australia). There is no assurance that commercialization in the EEA and Switzerland will be successful or will generate sufficient revenue (and profits) to cover expenses or fund future growth. We have not yet obtained regulatory approval for ReActiv8 in the U.S. If U.S. regulatory approval is not obtained, then it will not be possible to commercialize ReActiv8 in the U.S.

If we are unable to obtain additional regulatory approvals for ReActiv8 in the U.S. and elsewhere, or if product development, manufacture, marketing, sales or commercialization of ReActiv8 is delayed or abandoned, we may never generate significant revenue or become profitable. Even if we do become profitable in the short term, we may be unable to sustain or increase our profitability on a quarterly or annual basis over the medium to long term. In any case we will need to obtain additional capital to fund commercialization (including expanding reimbursement), to fund continuing research and development, and to run additional Clinical Trials. We expect to incur losses for the foreseeable future as we continue to pursue these objectives.

**(b) We expect to require additional funds in the future in order to meet our capital and expenditure needs and further financing may not be available when required or, if available, could require us to agree to terms which are specifically favorable to new investors, or to restrictions significantly limiting our access to additional capital**

We expect to require additional funds in the future in order to meet our capital and expenditure needs, including funds to pay our financial obligations as they fall due, continue research and development, conduct Clinical Trials, continue our work to obtain regulatory approval and other activities necessary to bring ReActiv8 to target markets and to establish marketing and sales capabilities. However, we may not be able to obtain additional financing on terms favorable to us, if at all, when needed. If we are unable to obtain adequate financing or financing on terms satisfactory to us, when we require it, we may cease to have operations and may need to liquidate some or all of our assets, being, at this point, the Group's intellectual property.

In addition, if we raise additional funds through further issues of equity or debt or other forms of financing, existing shareholders could suffer significant adverse financial consequences including

dilution. Any new equity securities could have rights, preferences and privileges superior to those of current shareholders. Any debt financing secured by us in the future could involve restrictive covenants relating to our capital raising activities and other financial and operational matters, which may make it more difficult for us to obtain any required additional capital.

**(c) Our future financial performance is substantially dependent on the commercial success of ReActiv8, our only product as of the date of this document**

Our only product as of the date of this document, ReActiv8, is designed to treat people suffering from Chronic Low Back Pain (“CLBP”), a serious and often debilitating medical condition. The success of ReActiv8 may be negatively impacted by many factors, including regulatory delays, adverse regulatory or legal actions, problems arising from manufacturing, research and development and low sales in target markets. Because our business currently relies on the success of a single product, any factors that negatively impact the regulatory approval and commercialization of ReActiv8 would adversely affect our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

**(d) Failure to comply with debt covenants or failure to make repayments on our debt facility could have a material adverse effect**

On 24 August 2015, Mainstay Medical Limited entered into an agreement with IPF Partners for a debt facility of up to \$15 million. Each tranche has a repayment term of 60 months from drawdown, with interest only payments for the first 12 months. As at 31 December 2016, Mainstay had received the full \$15 million.

The terms of the agreement include covenants, including a requirement that Mainstay Medical Limited hold a minimum cash balance of \$2 million, or achieve revenue targets within an agreed timeframe. It also includes monthly and quarterly reporting requirements.

The facility is secured by way of fixed and floating charges over the assets and undertakings of Mainstay Medical Limited, and the Mortgage Debenture includes customary terms and conditions. In addition, Mainstay Medical International plc has created a first fixed charge in favor of IPF over its present and future shares held in Mainstay Medical Limited.

If we fail to comply with the provisions included in the debt facility, and/or the debt covenants, and/or fail to make repayments of principal or interest, IPF may enforce their security, which may have a material adverse effect our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

## **RISKS RELATING TO OUR BUSINESS AND INDUSTRY**

**(a) We operate in a highly regulated environment and regulatory approval is required before we can market or sell ReActiv8 in any market**

ReActiv8 is an active implantable medical device (“AIMD”), which requires regulatory approval before it can be marketed or sold by us. At the date of this document, the only regulatory approval we have received is CE Marking for ReActiv8, which allows commercialization of ReActiv8 in the EEA and Switzerland.

Regulatory approval in the U.S. is via a Pre-Market Approval (“PMA”) issued by the U.S. Food and Drug Administration (“FDA”). Timing of a PMA is uncertain, as it depends on the progress and results of the Clinical Trial to gather data for a Pre-Market Approval Application (“PMAA”). The process typically takes significantly longer than obtaining CE Marking. Once granted, the PMA does not have an expiry date; however, regulatory approvals may be withdrawn if, for example, a new and unexpected risk emerges that would make continued marketing of our product no longer acceptable to the FDA. There is no guarantee that further regulatory approval will be obtained for ReActiv8 or any other product we develop, either now or in the future. Any such regulatory approval may also experience delays.

The regulatory approval process may delay or prevent the launch of our product in our target markets, which would negatively impact or prevent our ability to achieve our objectives. If we fail to obtain further approval of ReActiv8 in a timely manner, or at all, sales of ReActiv8 may be delayed or may not be achieved, thereby adversely affecting our ability to generate revenues or fund our on-going activities.

**(b) Seeking and obtaining regulatory approval for medical devices can be a long and uncertain process. Strict or changing regulatory regimes, government policies and legislation in any of our target markets may delay, prohibit or reduce potential sales**

We are primarily targeting commercialization in markets in the EEA, Switzerland and the U.S. and we must comply with complex regulatory requirements in these markets before we can market or sell our product in each market. Once initial regulatory approval is gained for our product for a particular market, any subsequent products or product modifications may also require further regulatory approval before we can market the subsequent or modified products.

In the EU, regulatory approval is obtained via the CE Marking process according to the European Active Implantable Medical Devices Directive 90/385/EEC and subsequent amendments (the “AIMD Directive”), which provides approval for the EEA and is accepted by certain other non-EEA countries, including Switzerland. We received CE Marking approval in May 2016.

A package of legislative proposals (including proposal for a regulation on medical devices) designed to replace the existing regulatory framework for medical devices in the EEA, including for AIMD (the “New EU Medical Device Regulations”) is scheduled for adoption in Spring 2017. If adopted as scheduled, it will apply as of 2020, though is subject to an EU web portal for medical devices having been set up, which may take longer. As of application, different transition periods apply for devices already being commercialized. Under the new regulatory framework, (i) the regulatory requirements for the design and manufacturing of AIMDs will be made more stringent, (ii) there will be stricter requirements for clinical investigations and clinical evidence, (iii) the obligations for manufacturers to monitor the safety of their products, once placed on the market, will increase, and (iv) manufacturers will be subject to increased scrutiny. The impact of the New EU Medical Device Regulations overall is uncertain and could impact the approval of future products and/or could require additional resources to maintain compliance with the new regulations.

In the U.S., regulatory approval is obtained via a PMA issued by the FDA. Regulatory approval can be a lengthy, expensive and uncertain process. Timing of a PMA is uncertain, as it depends on the progress and results of the Clinical Trial to gather data for a PMAA. The process typically takes significantly longer than obtaining CE Marking. Applications for regulatory approval require extensive pre-clinical, clinical and technical testing, all of which must be undertaken in accordance with the requirements of regulations and guidance for the FDA. We have approval from the FDA to start the Clinical Trial to gather data for a PMAA (the ReActiv8-B Clinical Trial), and the first subject was enrolled in this trial in September 2016.

The regulations to which we are subject are complex and have tended to become more stringent over time. We may be adversely affected by changes in government policy or legislation applying to regulation of AIMDs.

**(c) We are required to conduct Clinical Trials for regulatory approvals and other purposes. Clinical Trials carry substantial risks and are costly and time consuming, with uncertain results**

The outcomes of Clinical Trials are by their nature uncertain and dependent on a number of variables inherent to clinical research, such as the suitability of the Clinical Trial subjects for the therapy, the experience and the expertise of the referring and implanting medical professionals, the ability and willingness of the Clinical Trial subjects to perform the activities required from their participation in the trial, and the quality of the clinical follow up.

Adverse events, both anticipated and unanticipated, and related or unrelated to the device, occur in Clinical Trials. Significant unanticipated adverse events associated with ReActiv8 could result in damage to our reputation, lawsuits, suspension or delay of Clinical Trials, and/or enrolment difficulties. Errors in associating adverse events with ReActiv8 could result in damage to our reputation, lawsuits, suspension or delay of Clinical Trials, and/or enrolment difficulties. Any delay or suspension of Clinical Trials may delay the filings of regulatory submissions and ultimately the ability to commercialize ReActiv8 and to generate revenues.

The ReActiv8-B Clinical Trial to gather data on ReActiv8 for a PMAA may not achieve the anticipated endpoints to demonstrate safety and efficacy to the satisfaction of the FDA to allow for the granting of a PMA. Failure to meet the endpoints may require product redesign, new or additional Clinical Trials, additional testing, and other measures which typically require significant additional cost and time.

We are required to fund Clinical Trials. This typically includes the payment of professional fees for

physicians; hospital costs; fees for one or more contract research organizations (“CROs”); data collection, retention and management; fees for consultants to run committees; and Clinical Trial insurance premiums. Medical device companies are usually required to provide products and services at no charge during Clinical Trials leading to regulatory submissions, and therefore we will not generate revenue from product sales from the use of ReActiv8 in such Clinical Trials. We may be required to fund the cost of surgical procedures to replace or remove the device in clinical subjects. The costs of the Clinical Trials may exceed the resources available to us, in the medium to long term, possibly resulting in delayed completion, cost overruns, or failure to complete.

Results of Clinical Trials are intended to be published after the trial concludes. Some physicians or other parties may prematurely publish clinical results prior to conclusion of the trial, which may adversely affect future trial enrolment, have adverse regulatory impact, prevent us from securing patent protection, result in diminished competitive position or damage our reputation.

**(d) We are required to conduct one or more post-approval studies which could be expensive and fail to produce the desired results**

Following CE Marking approval, a range of activities is required for Post Market Clinical Follow-Up (“PMCF”) to gather additional data on long term performance and safety of Re-Activ8, including continuation of the ReActiv8-A Clinical Trial and implementation of a Registry. It is possible that the PMCF may uncover problems that did not emerge during the Clinical Trials of ReActiv8 which may result in product recall, suspension of sales, and/or restrictions on commercialization. Such consequences could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

As part of, or following, the FDA grant of a PMA for ReActiv8 in the U.S. (if granted), the FDA may require us to conduct one or more post-approval studies (“PAS”), which could be extensive, expensive and time consuming.

The PAS may uncover problems with ReActiv8 and may result in a need to redesign certain aspects of ReActiv8 and/or conduct additional studies and may include possible suspension from sale. Such consequences could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

**(e) Attracting physicians and subjects to perform Clinical Trials and meet Clinical Trial objectives is costly and uncertain**

Performing Clinical Trials requires the engagement of many hospitals, clinics, and clinicians. In particular, we must engage a physician at each Clinical Trial center to maintain overall responsibility for the conduct of the Clinical Trial (the “Investigator”). Each Investigator may have additional physicians or other medical professionals working under his or her direction to conduct a trial (e.g., to recruit Clinical Trial subjects or perform surgery or other procedures). We may not be able to attract a sufficient number of qualified Investigators to conduct Clinical Trials within an adequate time, and those Investigators may not be able to attract or enroll a sufficient number of subjects to meet our Clinical Trial objectives.

Clinical Trial subjects may be sourced from the Investigator’s own practice clinic or hospital, or may be referred from another physician. Potential Clinical Trial subjects must sign an informed consent before undergoing certain clinical tests to determine whether the subject meets the enrolment criteria for the Clinical Trial (inclusion and exclusion). Once a subject is enrolled in the Clinical Trial, the subject must comply with the trial requirements, including clinic visits, use of ReActiv8, and undergo certain tests. Some subjects may not comply with the requirements of the trial, or could at any time withdraw from the trial, which could lead to poor or unusable data, which may compromise the results of the Clinical Trial.

Failure to attract a sufficient number of eligible Clinical Trial subjects may lead to time and cost overruns, poor quality results, or inability to complete the Clinical Trial, all of which may materially adversely affect our ability to achieve regulatory approval, and thereby our ability to market our product and achieve revenues and profits.

**(f) There is no guarantee that the performance of ReActiv8 in commercialization will match the performance of ReActiv8 in Clinical Trials**

While the Company will take steps including physician training and certification, and having company sales representatives or field clinical specialists attend implant procedures during early



commercialization, ReActiv8 clinical performance in commercialization may be different from the clinical performance observed during the Clinical Trials for a number of reasons, including less control on the selection of people suitable for use of the product, use by physicians with different experience and/or training, and failure to adhere to a follow up regimen in the absence of Clinical Trial oversight.

Furthermore, issues with product performance may subsequently be identified once a product is in the market. Regulatory authorities require medical device manufacturers to monitor and report certain types of adverse events as part of the medical device reporting (“MDR”) regulations so that safety issues can be identified and addressed quickly. When such issues are identified, corrective actions may be required – such as modifying labelling or instructions for use, improving training, or removing the device from the market – to ensure proper use or patient safety. Any of these could result in significant time delays and/or expense and/or may harm our reputation. Such issues may result in the need for our product to be suspended from sale or withdrawn from the market. In these circumstances our product may require substantial redesign and/or re-engineering to address any identified issues. This may result in the need to undertake further Clinical Trials to re-establish the safety and efficacy of the revised product, which would be costly and time consuming and may exceed our resources.

Any of these circumstances may have a material adverse effect on the timing and extent of our future revenues and profitability.

**(g) There is no certainty that the market for ReActiv8 will develop as currently anticipated by the Directors or at all**

The Directors believe that the potential number of people with Chronic Low Back Pain who could benefit from ReActiv8 is large, based on our estimate of persons suffering with Chronic Low Back Pain in our key target markets. However, development of the market depends on several factors including regulatory approvals, availability and level of reimbursement, acceptance of the treatment by the medical profession, product performance after approval, emergence of other current and future treatments for Chronic Low Back Pain, as well as the global trend to reduce healthcare costs. If, as a result of these factors, the market for our product does not develop as currently anticipated, our ability to generate revenue could be materially adversely affected.

**(h) The success of ReActiv8 depends on its acceptance and adoption by medical professionals**

Our success will require acceptance and adoption by medical professionals of ReActiv8 as a new treatment for people with Chronic Low Back Pain. Such acceptance will depend on medical professionals being convinced of the clinical performance, benefits, safety and cost-effectiveness of ReActiv8 and being prepared to undertake special training in certain cases.

Even if the safety and efficacy of ReActiv8 is established, medical professionals may be hesitant to change their medical treatment practices or accept and adopt ReActiv8, including for the following reasons:

- general conservatism about adoption of new and innovative treatment practices;
- lack or perceived lack of long-term evidence supporting additional patient benefits;
- perceived clinical risk of a new treatment;
- perceived liability risks associated with the use of new a product and procedures;
- limited or lack of reimbursement and coverage within healthcare payment systems,
- cost associated with the purchase of new product and equipment;
- other procedures competing for physician time and attention; and
- the time commitment that may be required for special training.

Economic, psychological, ethical or related concerns may limit general acceptance and adoption of ReActiv8. Lack of acceptance and adoption of ReActiv8 by a significant number of medical professionals may limit our future revenues and profitability.

**(i) Active implantable medical devices such as ReActiv8 carry risks associated with the surgical procedure for implant, removal or use of the device, failure of the device, or associated with the therapy delivered by the device**

All medical devices have associated risks. Regulatory authorities regard AIMDs as the highest risk category of medical devices, and accordingly AIMDs are subject to the highest level of scrutiny when seeking regulatory approval. The risks include, among others, (i) risks associated with any surgical procedure, such as infection, allergic reaction, and consequences of anesthesia and (ii) risks associated with any implantable medical device such as device movement, lead dislodgement, lead breaks or fracture, electromagnetic interference, device failure, tissue damage including nerve damage, pain and psychological effects. A comprehensive list of the risks associated with ReActiv8 is included in the documentation (labelling) provided with the device to both physicians and patients.

Adverse events associated with these risks may lead some patients to blame us, the physician or other parties for such occurrences. This may result in product liability lawsuits, medical malpractice lawsuits, investigations by regulatory authorities, adverse publicity, criminal charges or other harmful circumstances for us. Any of those circumstances may have a material adverse effect on our ability to conduct our business, to sell ReActiv8, or to develop future products (if any).

**(j) Our business exposes us to an inherent risk of potential product liability claims relating to the manufacturing, Clinical Trials, marketing and sale, or recall of an active implantable medical device**

Our product is an AIMD with complex electronic circuits and software. It is not possible to design and build AIMDs which are 100% reliable as all such devices carry a risk of failure or malfunction.

Medical device manufacturers are exposed to the risk of potential product liability claims arising from device failures and malfunctions, product use and associated surgical procedures. A product liability claim may be raised as a result of factors outside our control, such as product failure, off-label use of our product, or failure of the medical practitioners or patients to follow the instructions for use. It is possible that a product liability lawsuit may be lost through no fault of ours, which could result in reputational risk, increased insurance premiums, and depression of future sales, all of which may have an adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

Device failures discovered during the Clinical Trials may lead to suspension or termination of the trial, which could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

Following regulatory approval and market release, device failures or malfunctions may result in a recall of the product, which may be restricted to a specific manufacturing lot or may impact all products in the field. Recalls may occur at any time during the life cycle of a device once regulatory approval has been obtained for the commercial distribution of the device. In most markets including the U.S. and the EU, authorities may request a manufacturer to carry out a recall, irrespective of whether the manufacturer itself deems this is required. Recalls can impact our business as they can be expensive, time consuming and can divert resources and management from normal operations. Replacement of product subject to recall can be free of charge under warranty and is therefore a potential expense for us. In some cases, the cost of a recall can include the cost of the surgical procedure to replace or remove a product. In addition, a recall may impact our future sales, or may lead to the loss of key suppliers or legal action against us by people affected by a recall and/or regulatory authorities whose role it is to supervise the distribution and sale of medical devices.

Consolidation of product liability claims into a class action lawsuit may require large dedication of resources for defense, which will be time consuming, costly, and a major distraction from the running of the business.

Following CE Marking of ReActiv8, we have purchased product liability insurance, at a level that the Directors believe to be appropriate for a company of our size and nature, to help cover the costs of defense of product liability lawsuits and for damages. For products used as part of a Clinical Trial, Clinical Trial insurance helps cover defense of lawsuits relating to the product, which is the subject of the Clinical Trial, and for damages, if awarded. We may not be able to maintain or increase product liability insurance on acceptable terms, and such insurance may not provide adequate coverage against potential liabilities. A successful claim brought against us in excess, or outside, of our insurance coverage could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations. The Company regularly reviews the level and appropriateness of the product

liability insurance in place.

**(k) Competition in the medical device industry is intense and expected to increase**

Competition from medical device companies is intense and we expect it to further increase. We may not be able to compete successfully against our current and future competitors, including competitors with larger financial capabilities. Whilst the Directors are not currently aware of a direct competitor product on the market, potential competitors may develop new products or adapt existing products or their uses for the same patient group targeted by our product, which could present competition for ReActiv8.

Treatment for CLBP is potentially a very large market, and is attracting potential competitors. Any potential competitors' products currently in Clinical Trials, or in development, or developed in the future, could have superior clinical results, could be easier to implement clinically, could be more convenient for patients and/or less expensive than our product or could reach commercialization before our product. Such occurrences could have a material adverse effect our ability to generate sufficient revenues to sustain our business.

During a Clinical Trial for regulatory approval, products are generally provided at no charge. Entry by a competitive product into Clinical Trials, while our product is being commercialized, could have an adverse effect on our sales (for example, where our product is approved for use and released to the market and the competitor is still in clinical development), or may inhibit timely enrolment in our on-going Clinical Trials.

In addition, the commercial availability of any approved competing product could potentially inhibit recruitment and enrolment in our Clinical Trials. We may successfully conclude our Clinical Trials and obtain regulatory approval but may fail to compete against potential competitors or alternative treatments for Chronic Low Back Pain that may be available or developed. Any inability by us to compete effectively against other medical device companies or to effectively manage the risks related to competition may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

**(l) New or competing treatments for Chronic Low Back Pain may emerge**

ReActiv8 is an AIMD designed as treatment for people with Chronic Low Back Pain. Alternative therapies for this patient group may include, among others, spine surgery, physical therapy (such as lumbar extensor strengthening exercises), watchful waiting (i.e., no therapy), traction therapy, the McKenzie Method of exercise therapy, massages, drugs (including analgesics, opioids, sleep aids, muscle relaxants and anti-depressants), acupuncture, steroid injections, back schools, various types of energy application including ultrasound, transcutaneous electrical nerve stimulation ("TENS"), osteopathic therapy, and thermotherapy, spinal cord stimulation ("SCS"), and lumbar stabilization exercises. New treatment options, or modifications of existing treatments or their uses, may emerge which yield clinical results equal to, or better than, those achieved with ReActiv8, possibly at a lower cost. Emergence of such new therapies may inhibit our ability to develop and grow the market for ReActiv8, which would have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

**(m) Our success will be heavily contingent on third party payment from government providers, healthcare insurance providers or other public or private sources**

The existence of coverage and adequate reimbursement for our product by government and private payers will be critical to market adoption for the existing and future products. Medical professionals and hospitals will be unlikely to use ReActiv8, at all or to a great extent, if they do not receive adequate reimbursement for the procedures utilizing our product, and potential patients may be unwilling to pay for the product themselves.

With the global pressure on healthcare costs, payers are attempting to contain costs by, for example, limiting coverage for, and the level of reimbursement for, new therapies. Any limitations on, decreases in or elimination of payments by third party payers may have an adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

In many countries, payment for our product will be dependent on obtaining a "reimbursement code" for the procedure and product. Obtaining a reimbursement code can be a lengthy process (months to years) and there is no guarantee that such a code can be obtained at satisfactory levels, or at all.

Following granting of a “reimbursement code”, payers (e.g., national health care systems or health insurance companies) have to agree to provide coverage for the procedure(s) that utilize our product. There is no guarantee that such coverage can be obtained, or if obtained, that it will be adequate to enable us to build a profitable business selling ReActiv8. There are existing reimbursement codes applicable to ReActiv8, which hospitals can use in Germany, Switzerland and Austria

Securing adequate or attractive reimbursement often depends on demonstrating the cost effectiveness of a product, for example with a medical economics study. There is also no assurance that we will be able to demonstrate cost effectiveness of ReActiv8 in a timely manner or at all.

Failure to obtain attractive reimbursement from payers may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

**(n) We are dependent on access to raw materials and products and manufacturing of our product is not guaranteed by the third parties with whom we contract**

Although we do not manufacture our product, our third party manufacturers are dependent on continuing supply of certain raw materials. In particular, some raw materials such as biocompatible polymers (plastics) may only be available from a sole supplier. If the supplier of the raw material encounters problems, goes out of business, refuses to supply certain materials, or dramatically increases the prices of certain materials, it may disrupt the ReActiv8 supply chain. Disruption in our supply chain via our third party manufacturers may result in interruption of supply of our product, which could have a material adverse impact on our ability to proceed with commercialization, continuing Clinical Trials, and our financial condition, and could require product redesign and/or engagement with alternative manufacturers, which could be expensive and time consuming.

**(o) Manufacturing issues may arise that are detrimental to the Group**

We use external vendors to manufacture and supply ReActiv8. Vendors are required by applicable laws and regulations to have in place and implement appropriate quality management measures and are generally subject to inspections by regulatory authorities. A vendor may be unable to supply the quantity of products according to our requirements, or may suffer internal delays or problems which could impact the quality, delivery or compliance with the specifications of ReActiv8. This may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

Any identified manufacturing or quality issue may require extensive rework of products or a complete scrapping of the inventory of affected products and could also require suspension of distribution of products, or products to be returned from the field for modification.

The design and development of an AIMD uses many disciplines including electrical, mechanical, software, biomaterials, and other types of engineering. Engineers employed by us undertaking research and development or manufacturing activities may make an incorrect decision or make a decision during the engineering phase without the benefit of long term experience, and the impact of such wrong decisions may not be apparent until well into a product’s life cycle, which in either case may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

In addition, our product is subject to extensive testing to international standards such as for electrical safety and electromagnetic compatibility. Changes in standards may require re-testing of our product, and there is no assurance that compliance with an earlier standard will also mean compliance with a more recent version of a standard.

**(p) We depend on third party suppliers for the manufacture of ReActiv8. Disruption of the supply chain, or failure to achieve economies of scale could have a material adverse effect**

We depend on a limited number of third party suppliers for the manufacture of ReActiv8 and the loss of one or more of these third party suppliers or their inability or unwillingness to supply us with adequate quantities of products could harm our business in the future. A third party supplier may be subject to circumstances which impact our ability to supply, including enforcement action by regulatory authorities, natural disasters (e.g., hurricanes and earthquakes), industrial action (e.g., strikes), financial difficulties including insolvency, pressure or demands on manufacturing capacity (e.g.: by products for other customers that compete for manufacturing capacity), among a variety of other internal or external factors.

If any of our existing suppliers are unable or unwilling to meet our demand for product or components,

or fail to respect their contractual commitments to us, or if the components or finished products that they supply do not meet quality and other specifications, Clinical Trials or commercialization of our product could be delayed. Alternatively, if we have to switch to a replacement manufacturer or replacement supplier for any of our product components, or commence our own manufacturing to satisfy market demand, we may face additional delays and other issues, and the manufacture and delivery of ReActiv8 could be interrupted for an extended period of time, which interruption could delay completion of our Clinical Trials or commercialization. Alternative suppliers may be unavailable, may be unwilling to supply, may not have the necessary regulatory approvals, or may not have in place an adequate quality management system.

Our suppliers, in turn, depend on their own suppliers and supply chain. Any disruption of the supply chain could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

Our suppliers may not be able to increase yields and/or decrease manufacturing costs over time, and the cost of goods sold may not decrease or may in fact increase, resulting in an adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

In addition, our suppliers may discontinue supply of components or materials upon which we rely before the end of the product life of our product. The timing of the discontinuation may not allow us sufficient time to develop and obtain regulatory approval for replacement products or components before we exhaust our inventory. If suppliers discontinue supply of components or materials, we may have to pay premium prices to our suppliers to keep their production lines open. We may have to obtain alternative suppliers, buy substantial inventory to last until the scheduled end of life of our product or through such time as we have an alternative product developed and approved by the regulatory authorities. We may have to temporarily cease supplying our product once our inventory of the discontinued materials or component is exhausted.

Any of these interruptions to the supply of materials or components could result in substantial reduction in our available inventory and an increase in our production costs, which may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

**(q) Compliance with regulations for quality systems for medical device companies is difficult, time consuming and costly. We may be found to be non-compliant, for example as a result of future changes in or interpretation of the regulations regarding quality systems in certain jurisdictions**

We have developed and maintained a Quality Management System (“QMS”) to ensure quality of our product and activities. The QMS is designed to be in compliance with regulations in many different jurisdictions, including the Quality Systems Regulations (“QSR”) mandated by the FDA, and the requirements of the AIMD Directive, including the international standard ISO 13485 required for obtaining CE Marking. In some circumstances, the requirements of regulations and standards may be different and may be mutually exclusive.

Compliance with regulations for quality systems for medical device companies is difficult, time consuming and costly, and it is possible that we may be found to be non-compliant at any time. In addition, we may be found to be non-compliant as a result of future changes in, or interpretation of, the regulations for quality systems. If we do not achieve compliance or subsequently become non-compliant, the regulatory authorities may (i) require that we take appropriate action to address non-conformance issues, (ii) withdraw marketing clearance, (iii) require product recall, or (iv) take other enforcement action.

Our external vendors must (in general) also comply with the QSR and ISO 13485. Any of our external vendors may become non-compliant with QSR or ISO 13485, which could result in enforcement action by regulatory authorities, including, by way of example, a warning letter from the FDA or a requirement to withdraw from the market or suspend distribution, export or use of products manufactured by one or more of our vendors. This may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

Any change or modification to a device may require further approvals (depending on the jurisdiction) and must be made in compliance with appropriate regulations (QSR for the U.S. and the AIMD Directive for Europe), which compliance may cause interruption to or delays in the marketing and sale of our product. U.S. federal, state and other laws regarding the manufacture and sale of AIMDs are subject to future changes, as are administrative interpretation and policies of regulatory agencies. If

we fail to comply with applicable laws where we would intend to market and sell our product, we could be subject to enforcement action including recall of our devices, withdrawal of approval or clearance and civil and criminal penalties. If any of these events occurs, there may be a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and/or results of operations.

**(r) In some markets we may depend on distributors for the market and sale of ReActiv8 over which we have little or no control**

For some markets our intended distribution strategy may be to rely on third party distributors for ReActiv8.

In markets where we may depend on distributors, we would not directly control the performance of a distributor. Thus the level of sales we generate, and the profitability we achieve, in those markets may depend on the efforts of others. A distributor's failure to perform according to expectations and/or contractual obligations may have an adverse effect on our reputation, financial condition, business, prospects and/or results of operations.

**(s) We may be unable to attract and retain management and other personnel we need to succeed**

We rely on the expertise and experience of our Directors, senior management and other key employees and contractors in management, research and development, clinical and regulatory matters, sales and marketing and other functions. The retention and performance of our Directors, senior management and other key employees are therefore significant factors in our ability to achieve our objectives. The departure of any of these individuals without timely and adequate replacement, or the loss of any of our senior management may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations and there can be no guarantee that we would be able to find and attract other individuals with similar levels of expertise and experience or similar relationships with commercial partners and other market participants. In addition, our competitive position could be materially adversely affected if a member of senior management transferred to another company seeking to develop a rival product.

Our future growth will require hiring a number of qualified clinical, scientific, commercial and administrative personnel. If we are unable to identify, attract, retain and motivate these highly skilled personnel, we may be unable to continue our development, commercialization or growth.

We have entered into indemnification agreements with our Directors and senior management, including certain contractors. As a consequence of such indemnification agreements, we may have to use our resources to indemnify such persons, which could have an adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

**(t) We rely on third parties for management services, manufacturing, marketing, regulatory advice and other services that are crucial to our business**

In order to carry out our business, we depend heavily on third party consultants, contractors, distributors, manufacturers, agents and numerous other partners for core and non-core services and functions, including management functions (e.g.: certain payroll services), clinical studies, applications for regulatory approval, commercial operations and other services and functions that may involve interactions with government and quasi-government authorities. As a result, if any of these parties fails to perform as promised or intended or contracted, our business plans for obtaining regulatory approval for ReActiv8 in targeted geographies and commercializing ReActiv8 may suffer, and our business may be materially adversely affected.

**(u) We may be at risk for non-compliance with applicable laws and regulations**

Doing business on a worldwide basis requires us to comply with the laws and regulations of various jurisdictions. In particular, our operations are subject to anticorruption laws and regulations, which may include the U.S. Foreign Corrupt Practices Act of 1977 (the "FCPA"), the UK Bribery Act of 2010, Irish anti-bribery laws and regulations, and anti-bribery laws and regulations in other countries, including those having implemented the OECD Anti-Bribery Convention. Anticorruption laws prohibit corporations and individuals from paying, offering to pay, or authorizing the payment of anything of value to another person, including but not limited to a government official, government staff member, political party, or political candidate in an attempt to obtain or retain business or to otherwise improperly influence a person; the laws are broad and many apply to private as well as public bribery and also penalize the receipt as well as the giving of bribes. In the course of establishing and expanding our

commercial operations and seeking regulatory approvals in the EU, the U.S., and internationally, we will need to establish and expand business relationships with various third parties and will interact more frequently with various officials, including regulatory authorities and physicians employed by state-run healthcare institutions who may be deemed to be “foreign officials” under the FCPA or similar laws, or who may otherwise be candidates for illicit payments in exchange for improper benefits. We have implemented policies and procedures designed to ensure compliance with the FCPA, UK Bribery Act of 2010, Irish anti-bribery laws and other similar laws, however acts or omissions of any of the parties we rely on, including Directors, executive officers, employees, third party consultants, contractors, distributors, manufacturers, agents and numerous other partners, could potentially cause us to incur liability under applicable laws and regulations.

Our operations may also be subject to applicable laws and regulations on economic sanctions and export controls, including those administered by the U.S. and the EU, which are complex and may be violated inadvertently.

In case of a violation of any of the anti-bribery, economic sanctions or export control laws, we could be subject to fines, confiscation of profits or legal sanctions, such as termination of authorizations, licenses, concessions and financing agreements, suspension of our operations, or prohibitions on contracting with public authorities. Any such violation, even if prohibited by our policies, could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

**(v) Information Technology (“IT”) forms a key support requirement within our business. Any failure of our IT systems could present a substantial risk to our business continuity**

The efficient operation of our business depends on information technology systems. We rely on our information technology systems to help manage our administration, marketing, accounting and financial functions, manufacturing processes, and our research and development functions.

The regulatory and legal environment of our industry requires us to maintain records for long periods of time, sometimes indefinitely. In most cases, those records are kept in electronic form and without paper copies.

We use third party suppliers to provide computing, communication, data storage and backup services, and failure of any of those third party suppliers may have an adverse effect on our ability to operate, which could have an adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations. Although industry standard practices are in place for regular information backup, failure of our IT systems infrastructure may result in the inability to continue business until the records are recreated, and this may have an adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

Our employees and contractors often work from home offices, in particular employees or contractors who need to be close to the customer base to enable rapid support (for example, field clinical specialists). This requires strong IT infrastructure support (telephone, email, internet access), which must be continuously maintained. Failure of our IT infrastructure, a security breach by a malicious third party, or loss of critical information may have an adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

Our employees frequently utilize portable laptop or notebook computers. Loss, theft or damage to a portable computer could result in loss of key information (in some cases to a competitor), which could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

**(w) U.S. “anti-inversion” tax laws could negatively affect our results**

Under rules contained in U.S. tax law (Section 7874 of the Internal Revenue Code), a non-U.S. company, such as Mainstay Medical International plc, can be subject to tax as a U.S. corporation in the event it acquires substantially all of the assets of a U.S. corporation and the equity owners of that U.S. corporation own at least 80 per cent. of the non-U.S. company’s stock by reason of their holding stock in the U.S. corporation.

In the 2014 Corporate Reorganization, the Company acquired the assets (being shares in MML) of Mainstay Medical Inc. (“MMI”) (a U.S. corporation), and former shareholders of MMI became shareholders of the Company. The ownership of equity that former shareholders of MMI received in the 2014 Corporate Reorganization is substantially below the 80 per cent. standard for application of the above U.S. rules. Accordingly, the Directors do not believe these rules should apply. There can, however, be no assurance that the IRS will not challenge the determination that these rules are

inapplicable. In addition to the 2014 Reorganization, there was an earlier Group reorganization transaction in 2012. The Directors do not believe integrated treatment of this transaction with the 2014 Reorganization to be appropriate because there are independent business reasons for undertaking these transactions. In the event that the U.S. anti-inversion rules are held to apply to us, we would be subject to the U.S. federal income tax on our worldwide income, which would negatively impact the cash available for distribution and the value of the Ordinary Shares.

**(x) We are exposed to foreign exchange risk**

We are, and will in the future be increasingly, exposed to exchange rate fluctuations including, among others, the Euro, U.S. Dollar, Australian Dollar, and Pound Sterling. Fluctuations of exchange rates outside a budgeted range may affect revenues, expenses, or our ability to raise future capital if it is needed, and may have an adverse impact on our financial condition, business, prospects and results of operations.

**RISKS RELATING TO INTELLECTUAL PROPERTY**

**(a) Any inability to fully protect and exploit our intellectual property may adversely impact our financial condition, business, prospects and results of operations**

Our success depends significantly on our ability to protect our proprietary rights, including the intellectual property related to and incorporated in ReActiv8. We rely on a combination of patent protection, trademarks and trade secrets, and we use confidentiality and other contractual agreements to protect our intellectual property. We generally seek patent protection where possible for those aspects of our technology and product that, the Directors believe, provide significant competitive advantages. As at 8 March 2017, our patent portfolio includes eight granted U.S. patents, 13 patents outside the U.S. and 34 U.S. and foreign patent applications in the patent families. However, we may be unable to adequately protect our intellectual property rights or may become subject to a claim of infringement or misappropriation, which we may be unable to settle on commercially acceptable terms. We cannot be certain that our pending or future patent applications will result in issued patents. In addition, we do not know whether any issued patents will be upheld as valid or will be proven to be enforceable against alleged infringers or that they will prevent the development of competitive patents or provide meaningful restriction against potential competitors or against potential competitive technologies.

The process of obtaining patent protection involves filing applications in multiple jurisdictions and patent offices, and may take many years. Success in one jurisdiction does not guarantee success in another jurisdiction, particularly as different jurisdictions may apply different legal principles. For example, it is possible to obtain a patent for a medical method in the U.S., but such patents cannot be applied for in Europe. Therefore, there may be circumstances where an invention is patented in one jurisdiction but a patent cannot be obtained in one or more other jurisdictions.

In responding to our patent application, a patent office may reject one or more (or sometimes all) claims. This may lead to an extensive dialogue between our patent attorneys and the patent office in an effort to reach agreement and grant of a patent. There is no assurance that such efforts will be successful, and thus no assurance that all patent applications will result in an issued patent.

There is no assurance that our intellectual property rights will not be challenged, invalidated, circumvented or rendered unenforceable. Parties seeking to compete with us (directly or indirectly) or other third parties may successfully challenge and invalidate or render unenforceable our issued patents, including any patents that may be issued in the future or could develop competitor products to ReActiv8. This could prevent or limit our ability to stop potential competitors from marketing products that are identical or substantially equivalent to ours. In addition, such parties may be able to design around our patents, obtain competitive patents or other intellectual property rights regardless of prior art in our patents or patent applications, or develop products that provide outcomes that are comparable to our product but that are not covered by our patents.

Much of the Company's value is in our intellectual property, and any challenge to our intellectual property portfolio (whether successful or not) may impact the value of ReActiv8 and the Company.

**(b) We could become subject to intellectual property litigation or other disputes that could be costly, result in the diversion of management's time and efforts, require us to pay damages, prevent us from marketing ReActiv8 or other products and/or reduce the margins for ReActiv8**

Third party patents or other intellectual property may emerge which may have a materially adverse



effect on our ability to commercialize ReActiv8 and there is no assurance that such third party patents or intellectual property will not emerge.

The medical device industry is characterized by rapidly changing products and technologies and there is intense competition to establish intellectual property and proprietary rights to use these new products and the related technologies. This vigorous protection and the pursuit of intellectual property rights and positions has resulted and will continue to result in extensive litigation and administrative proceedings over patent and other intellectual property rights. Whether a product infringes a patent involves complex legal and factual issues, and the determination is often uncertain in advance. There may be existing or future patents that ReActiv8 may inadvertently infringe. Potential competitors may have or develop patents and other intellectual property that they assert our product infringes.

Any infringement claims against us, even if without merit, may cause us to incur substantial costs, and could place a significant strain on our financial resources and/or divert the time and efforts of management from our core business. In addition, any potential intellectual property litigation could force us to do one or more of the following: stop selling/using our product or using technology that contains the allegedly infringing intellectual property; forfeit the opportunity to license our technology to others or to collect royalty payments based upon successful protection and assertion of our intellectual property against others; pay substantial damages to the party whose intellectual property rights we may be found to be infringing; redesign those products that contain or utilize the allegedly infringing intellectual property; or attempt to obtain a license to the relevant intellectual property from third parties, which may not be available on reasonable terms or at all. Any of these circumstances may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

Requirements to obtain licenses to third party intellectual property rights may arise in the future. If we need to license any third party intellectual property, we could be required to pay lump sums or royalties on sales of our future products. In addition, there can be no assurances that, if we are required to obtain licenses to third party intellectual property, we will be able to obtain such licenses on commercially reasonable terms or at all. Our inability to obtain required third party intellectual property licenses on commercially reasonable terms or at all could have a material adverse impact on our business, results of operations, financial condition or prospects.

**(c) Changes in patent law could diminish the value of patents in general, thereby impairing our ability to protect our existing and future products**

Recent patent reform legislation could increase the uncertainties and costs surrounding the prosecution of our patent applications and the enforcement or defense of our issued patents. On 16 September 2011, the Leahy-Smith America Invents Act, or the Leahy-Smith Act, was signed into law. The Leahy-Smith Act includes a number of significant changes to U.S. patent law. These include provisions that affect the way patent applications are prosecuted, redefine prior art, may affect patent litigation, and switched the U.S. patent system from a “first-to-invent” system to a “first-to-file” system. Under a “first-to-file” system, assuming the other requirements for patentability are met, the first inventor to file a patent application generally will be entitled to the patent on an invention regardless of whether another inventor had made the invention earlier. The U.S. Patent and Trademark Office (the “USPTO”) developed new regulations and procedures to govern administration of the Leahy-Smith Act, and many of the substantive changes to patent law associated with the Leahy-Smith Act, in particular, the first-to-file provisions, only became effective on 16 March 2013. The Leahy-Smith Act and its implementation could increase the uncertainties and costs surrounding the prosecution of our patent applications and the enforcement or defense of our issued patents, all of which could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

In addition, patent reform legislation may pass in the future that could lead to additional uncertainties and increased costs surrounding the prosecution, enforcement and defense of our patents and applications. Furthermore, the U.S. Supreme Court and the U.S. Court of Appeals for the Federal Circuit have made, and will likely continue to make, changes in how the patent laws of the U.S. are interpreted. Similarly, foreign courts have made, and will likely continue to make, changes in how the patent laws in their respective jurisdictions are interpreted. We cannot predict future changes in the interpretation of patent laws or changes to patent laws that might be enacted into law by the U.S. or other countries. Those changes may affect our patents or patent applications and our ability to obtain additional patent protection in the future.

**(d) Obtaining and maintaining patent protection depends on compliance with various procedural, document submission, fee payment and other requirements imposed by government patent agencies, and our patent protection could be reduced or eliminated for non-compliance with these requirements**

The USPTO and various other non-U.S. government patent agencies require compliance with a number of procedural, documentary, fee payment, and other similar provisions during the patent application process. In addition, periodic maintenance fees on issued patents often must be paid to the USPTO and other non-U.S. patent agencies over the lifetime of the patent. While an unintentional lapse can in many cases be cured by payment of a late fee or by other means in accordance with the applicable rules, there are situations in which non-compliance can result in abandonment or lapse of the patent or patent application, resulting in partial or complete loss of patent rights in the relevant jurisdiction. Non-compliance events that could result in abandonment or lapse of a patent or patent application include, but are not limited to, failure to respond to official actions within prescribed time limits, non-payment of fees and failure to properly legalize and submit formal documents. If we fail to maintain the patents and patent applications covering our product or procedures, we may not be able to stop a potential competitor from marketing products that are the same as, or similar, to our own, which could have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

**(e) We may not be able to adequately protect our intellectual property rights throughout the world**

Filing, prosecuting and defending patents on our product in all countries throughout the world would be prohibitively expensive. The requirements for patentability may differ in certain countries, particularly developing countries, and the breadth of patent claims allowed can be inconsistent. In addition, the laws of some countries may not protect our intellectual property rights to the same extent as laws in the U.S. Consequently, we may not be able to prevent third parties from practicing our inventions in some or all countries outside the U.S. Potential competitors may use our technologies in jurisdictions where we have not obtained patent protection to develop their own products and, further, may export otherwise infringing products to territories in which we have patent protection that may not be sufficient to terminate infringing activities.

We do not have patent rights in certain countries in which a market for ReActiv8 may exist. Moreover, in some jurisdictions where we do have patent rights, proceedings to enforce such rights could result in substantial costs and divert our efforts and attention from other aspects of our business, could put our patents at risk of being invalidated or interpreted narrowly, and our patent applications at risk of not issuing. Additionally, such proceedings could provoke third parties to assert claims against us. We may not prevail in any lawsuits that we initiate and the damages or other remedies awarded, if any, may not be commercially meaningful. Thus, we may not be able to stop a competitor from marketing and selling in certain countries products that are the same as or similar to our products and our competitive position in those countries could be harmed.

**(f) We depend on confidentiality agreements with third parties to maintain confidential information**

We rely upon unpatented confidential and proprietary information, including technical information, and other trade secrets to develop and maintain our product and competitive position. While we generally enter into confidentiality and invention assignment agreements with our employees and other third parties to protect our intellectual property, there can be no assurance that they will provide meaningful protection for our trade secrets and proprietary information, that those employees or third parties will not breach such agreements or that adequate remedies will be available in the event of an unauthorized use or disclosure of such information. Unauthorized use or disclosure of our confidential and proprietary information may have a material adverse effect on our financial condition, business, prospects and results of operations.

## **RISKS RELATING TO OUR SHARES**

**(a) We may be a passive foreign investment company (“PFIC”) for 2016 or subsequent years, which could result in adverse U.S. federal income tax consequences to U.S. investors**

For U.S. federal income tax purposes, a non-U.S. corporation will be considered a passive foreign investment company, or PFIC, for any taxable year if either (1) at least 75% of its gross income for such year is passive income or (2) at least 50% of the value of its assets (based on an average of the

quarterly values of the assets during such year) is attributable to assets that produce or are held for the production of passive income. If we are a PFIC for any taxable year during which a U.S. holder holds shares, the U.S. holder may be subject to adverse tax consequences, including (1) the treatment of any gain on disposition as ordinary income, rather than capital gain qualifying for preferential rates, (2) the application of an interest charge with respect to such gain and certain dividends and (3) compliance with certain reporting requirements. The Directors do not believe that the Company was a PFIC for its 2015 taxable year, although the U.S. Internal Revenue Service ("IRS") may disagree with this conclusion in the event it audits any U.S. shareholder's tax reporting. Based on the value and composition of our assets, we may, however, be a PFIC for 2016 and potentially for future taxable years. The determination of PFIC status is fact-specific, and a separate determination must be made for each taxable year (after the close of each such taxable year). Each U.S. shareholder is strongly urged to consult its tax advisors regarding these issues.

**(b) The market price and/or liquidity of our securities may fluctuate widely in response to various factors which may limit or prevent investors from selling their Ordinary Shares**

The market price and/or liquidity of Ordinary Shares could be subject to wide fluctuations, in response to many risk factors listed in this section, beyond our control including (without limitation):

- actual or anticipated fluctuations in our financial condition and operating results;
- our failure to obtain regulatory approval for ReActiv8 beyond CE Marking;
- our failure to commercialize ReActiv8;
- adverse results or delays in our Clinical Trials;
- actual or anticipated changes in our growth rate;
- competition from existing products or new products that may emerge;
- announcements by us, our collaborators or our potential competitors of significant acquisitions, strategic partnerships, joint ventures, strategic alliances, or capital commitments;
- adverse regulatory decisions;
- the inability to establish potential strategic alliances;
- unanticipated serious safety concerns related to the use of our product;
- failure to meet or exceed financial estimates and projections of the investment community or that we provide to the public;
- issuance of new or updated research or reports by securities analysts;
- fluctuations in the valuation of companies perceived by investors to be comparable to us;
- price and volume fluctuations in trading of our Ordinary Shares on the ESM of the Irish Stock Exchange or Euronext Paris;
- additions or departures of key management or scientific personnel;
- disputes or other developments related to proprietary rights, including patents, litigation matters, and our ability to obtain patent protection for our technologies;
- our inability to obtain reimbursement by commercial third-party payers and government payers and any announcements relating to coverage policies or reimbursement levels;
- announcement or expectation of additional debt or equity financing efforts;
- issuances by the Company of Ordinary Shares or transfers or sales of Ordinary Shares by shareholders;
- issue or exercise of share warrants or share options; and
- general economic and market conditions.

The above and related market and industry factors may cause the market price, demand and/or liquidity of our Ordinary Shares to fluctuate substantially, regardless of our actual operating performance, which may limit or prevent investors from readily selling their Ordinary Shares. In addition, the stock market in general, and development stage companies in particular, have experienced extreme price and

volume fluctuations that have often been unrelated or disproportionate to the operating performance of these companies.

**(c) Our Ordinary Share ownership is concentrated in the hands of our principal Shareholders, who may be able to exercise a direct or indirect controlling influence on us**

Our eight largest Shareholders together own approximately 87.5% of our Ordinary Shares in issue at 31 December 2016. As a result, these Shareholders (or a combination of some of these Shareholders), if they were to act together, would have significant influence over all matters that require approval by our ordinary Shareholders, including the election of directors and approval of significant corporate transactions. Subject to customary Shareholder protections on takeovers and related party transactions, corporate action might be taken even if other ordinary shareholders oppose them. This concentration of ownership might also have the effect of delaying or preventing a change of control of our company that other ordinary Shareholders may view as beneficial.

**(d) If securities or industry analysts do not publish research or publish unfavorable research about our business, the price of our Ordinary Shares and trading volume could decline**

The trading market for our Ordinary Shares depends in part on the research and reports that securities or industry analysts publish about us or our business. If few or no securities or industry analysts cover us, the trading price for our Ordinary Shares could be negatively impacted. If one or more of the analysts who covers us downgrades this recommendation on our Ordinary Shares, publishes unfavorable research about our business, ceases coverage of our company or fails to publish reports on us regularly, demand for our Ordinary Shares could decrease, which could cause the price of our Ordinary Shares or trading volume to decline.

**(e) We do not currently intend to pay dividends, and, consequently, the ability to achieve a return on investment will depend on appreciation in the price of the shares**

We have never declared or paid any cash dividends on our Ordinary Shares and do not currently intend to do so for the foreseeable future. We currently intend to invest our future earnings, if any, to fund our growth. Therefore, you are not likely to receive any dividends on your shares for the foreseeable future and the success of an investment in shares will depend upon any future appreciation in the value of the Company. Consequently, investors may need to sell all or part of their holdings of shares after price appreciation, which may never occur, as the only way to realize any future gains on their investment. Investors seeking cash dividends should not purchase our Ordinary Shares.

**(f) Any dividends paid by us may be subject to Irish dividend withholding tax**

We do not currently expect to declare or pay dividends on our Ordinary Shares for the foreseeable future. To the extent that we determine in the future to pay dividends, in certain limited circumstances, dividend withholding tax (currently at a rate of 20% for Irish tax residents) may arise in respect of dividends paid on our Ordinary Shares. A number of exemptions from dividend withholding tax exist, such that shareholder's resident in EU member states (other than Ireland) or other countries with which Ireland has signed a double tax treaty, which would include the U.S., should generally be entitled to exemptions from dividend withholding tax provided that the appropriate documentation is in place. Shareholders should note the requirement to complete certain dividend withholding tax forms in order to qualify for many of the exemptions.

**(g) Dividends received by Irish residents and certain other shareholders may be subject to Irish income tax**

We do not currently expect to declare or pay dividends on our Ordinary Shares for the foreseeable future. However, if we do decide to pay dividends, then dividends received by Irish residents and certain other shareholders may be subject to Irish income tax. However, shareholders entitled to an exemption from Irish dividend withholding tax on dividends received from us will not be subject to Irish income tax in respect of those dividends, unless they have some connection with Ireland other than their shareholding in us (for example, they are resident in Ireland). Shareholders who are not Irish tax residents who receive dividends subject to Irish dividend withholding tax will generally have no further liability to Irish income tax on those dividends.

**(h) A future transfer of your Ordinary Shares, may be subject to Irish stamp duty**

Any transfer of your Ordinary Shares could be subject to Irish stamp duty (currently at the rate of 1%

of the higher of the price paid or the market value of the shares acquired). Payment of Irish stamp duty is generally a legal obligation of the transferee. The potential for stamp duty to arise could adversely affect the value of your shares.

**(i) Any sale, purchase or exchange of the Ordinary Shares may become subject to the European Financial Transaction Tax**

On 14 February 2013, the EU Commission adopted a proposal for a Council Directive (the “Draft Directive”) on a common financial transaction tax (the “FTT”). According to the Draft Directive, the FTT should have been implemented and should have entered into effect in 11 EU Member States (Austria, Belgium, Estonia, France, Germany, Greece, Italy, Portugal, Spain, Slovakia and Slovenia, each a “Participating Member State”) toward the middle of 2014. The implementation was later deferred to June 2016 and as of the date of this document is not implemented. In March of 2016, Estonia indicated its withdrawal from enhanced cooperation.

Pursuant to the Draft Directive, the FTT was to be payable on financial transactions provided at least one party to the financial transaction was established or deemed established in a Participating Member State and there was a financial institution established or deemed established in a Participating Member State which was a party to the financial transaction, or was acting in the name of a party to the transaction. Under the Draft Directive, the FTT should have not applied, however, to (inter alia) primary market transactions referred to in Article 5(c) of Regulation (EC) No 1287/2006, including the activity of underwriting and subsequent allocation of financial instruments in the framework of their issue.

The rates of the FTT were to be fixed by each Participating Member State but for transactions involving financial instruments other than derivatives would have amounted to at least 0.1 per cent. of the taxable amount. The taxable amount for such transactions would have been generally determined by reference to the consideration paid or owed in return for the transfer. The FTT would have been payable by each financial institution established or deemed established in a Participating Member State which was either a party to the financial transaction, or acting in the name of a party to the transaction or where the transaction had been carried out on its account. Where the FTT due had not been paid within the applicable time limits, each party to a financial transaction, including persons other than financial institutions, would have become jointly and severally liable for the payment of the FTT due.

The Draft Directive has not been adopted. Following Estonia’s withdrawal, a proposal combining a broader scope and lower rates, as well as several specific rules, is currently being discussed between the ten other Participating Member States, with the objective to adopt a new proposal in 2017.

Investors should therefore note, in particular, that any sale, purchase or exchange of Ordinary Shares could become subject to the FTT at a minimum rate of 0.1 per cent. The investor may be liable to pay this charge or reimburse a financial institution for the charge, and/or the charge may affect the value of the Ordinary Shares. Under the terms of the current version of the Draft Directive, the issuance of new Ordinary Shares would have been out of the scope of the FTT. It remains uncertain whether the final version of the Draft Directive that could eventually be adopted, if any, would provide otherwise.

The FTT proposal is still subject to negotiation between the Participating Member States and therefore may be changed at any time. Moreover, once a final agreement on such FTT proposal is reached (the “FTT Directive”), it will need to be implemented into the respective domestic laws of the Participating Member States, and the domestic provisions implementing the FTT Directive might deviate from the FTT Directive itself.

In any case, investors should consult their own advisers in relation to the consequences of the FTT associated with subscribing for, purchasing, holding and disposing of Ordinary Shares.

**(j) The rights of our shareholders in respect of our corporate affairs may differ from the rights typically offered to shareholders of a typical U.S. corporation or other non-Irish corporations, and these differences may make our shares less attractive to investors**

We are incorporated under Irish law and, therefore, certain of the rights of holders of our shares are governed by Irish law, including the provisions of the Irish Companies Act 2014, and by our memorandum and articles of association. These rights differ in certain respects from the rights of shareholders in typical U.S. corporations or other non-Irish corporations and these differences may make our shares less attractive to investors. The principal differences, regarded by the Board, include the following:

- under Irish law, dividends may only be declared if we have, on an individual entity basis, profits

available for distribution, within the meaning of the Irish Companies Act 2014;

- under Irish law, each shareholder present at a meeting has only one vote unless a poll is called, in which case each holder gets one vote per share owned. Under Irish law, it is only on a poll that the number of shares determines the number of votes a holder may cast;
- under Irish law, each shareholder generally has pre-emptive rights to subscribe on a proportionate basis to any issuance of new shares. Pre-emptive rights may be dis-applied under Irish law for renewable periods of up to five years by Irish companies by way of a provision in their articles of association or special resolution of their shareholders (being a resolution approved by no less than 75% of the votes cast by shareholders in general meeting). At our AGM in 2016, shareholders approved, for a period ending on 21 September 2021, the disapplication of statutory pre-emption rights with respect to the issuance of share capital with a nominal value of €10,000, representing approximately 151% of our issued Ordinary Shares as at 29 July 2016. However, we cannot guarantee that the existing disapplication of pre-emption rights will not in future be revoked or that, following expiry of the existing disapplication, that shareholders will approve any future resolution to dis-apply pre-emption rights and, in any of those events, future equity fundraisings would be more cumbersome, costly and time consuming;
- under Irish law, certain matters require the approval of 75% of the shareholders, including amendments to our Articles of Association. This may make it more difficult for us to complete corporate transactions deemed advisable by our Board;
- under Irish law, a bidder seeking to acquire all issued Ordinary Shares in a tender offer would need to receive shareholder acceptance in respect of 90% of our issued Ordinary Shares (other than Ordinary Shares already in the beneficial ownership of the bidder) in order to proceed to “squeeze out” the remaining ordinary shareholders. If this 90% threshold is not achieved in the offer, under Irish law, the bidder cannot complete a “second step merger” to obtain 100% control of us. Accordingly, receipt of acceptances in respect of 90% of our issued Ordinary Shares (other than Ordinary Shares already in the beneficial ownership of the bidder) would typically be a condition in a tender offer to acquire our Ordinary Shares; and
- under Irish law, shareholders may be required to disclose information regarding their equity interests upon our request, and the failure to provide the required information could result in the loss of rights or a restriction of rights attaching to the shares, including prohibitions on the transfer of the shares.

**(k) Irish law may afford fewer remedies in the event shareholders suffer losses compared to the U.S. or other jurisdictions**

As an Irish company, we are governed by the Irish Companies Act 2014 and Irish company law generally, which differ in some material respects from laws generally applicable to typical U.S. corporations and other non-Irish corporations and their shareholders, including, among others, differences relating to interested director and officer transactions and shareholder lawsuits. Likewise, the duties of directors and officers of an Irish company generally are owed to the company only. Shareholders of Irish companies generally do not have a personal right of action against directors or other officers of the company and may exercise such rights of action on behalf of the company only in limited circumstances. You should also be aware that Irish law does not allow for any terms of legal proceedings directly equivalent to the class action available in U.S. courts. Accordingly, holders of our shares may have more difficulty protecting their interests than would holders of shares of a company organized in a jurisdiction of the U.S.

**(l) A takeover offer for the Company’s securities would be subject to supervision by French and Irish regulatory authorities, which may add complexity to, and delay completion of, any takeover offer for the Company**

As a company with its registered office in Ireland and whose securities are admitted to trading on a regulated market (within the meaning of Directive 93/22/EEC) in France only, the Company is, for the purposes of Directive 2004/25/EC of the European Parliament and the Council dated 21 April 2004 (the “Takeover Directive”), a shared jurisdiction company. This means that a takeover offer or bid for its securities would be subject to the Irish Takeover Rules of the Irish Takeover Panel in some respects, but also subject to the general regulation (règlement général) (the “French Takeover Rules”) of the Autorité des marchés financiers (the “AMF”) in most other respects.

In the case of a takeover offer for a shared jurisdiction company, the Takeover Directive provides that matters relating to the consideration offered in the case of a bid, in particular the price, and matters relating to the bid procedure, in particular the information on the offeror's decision to make a bid, the contents of the offer document and the disclosure of the bid, shall be dealt with in accordance with the rules of the Member State in which the securities of the company are admitted to trading on a regulated market, in this case France. Matters relating to the information to be provided to the employees of the offeree company and matters relating to company law, in particular the percentage of voting rights conferring "control" and any derogation from the obligation to launch a bid, as well as the conditions under which the board of the offeree company may undertake any action which might result in frustration of the bid, shall be determined by the rules of the Member State in which the Company has its registered office, in this case, Ireland.

The Company is currently the only shared jurisdiction company (current or previous) for the purposes of the Takeover Directive where, in the case of a takeover offer, the relevant competent authorities would be those of France and Ireland. Accordingly, a takeover offer for the Company would be supervised by two competent authorities, who would need to agree amongst themselves the correct delineation, with respect to such takeover offer, between the application of their respective takeover rules, as well as between their respective responsibilities and powers. The Company believes that this could lead to additional complexity in planning, making and/or completing any such takeover offer, which in turn could result in an extension of the transaction timetable and increased transaction costs.

**(m) Future sales of Ordinary Shares by existing shareholders could depress the market price of the Ordinary Shares**

If our existing shareholders sell, or indicate an intent to sell, substantial amounts of Ordinary Shares in the public market, the trading price of the Ordinary Shares could decline significantly.

## **Mainstay Medical International plc Directors' responsibilities statement**

### **Statement of the Directors in respect of the Annual Report and Financial Statements**

The Directors are responsible for preparing the Annual Report and the Group and Company Financial Statements, in accordance with applicable law and regulations.

Company law requires the Directors to prepare group and company financial statements for each financial year. Under that law and in accordance with the ESM Rules, the Directors have prepared the Group Financial Statements in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS") as adopted by the European Union ("EU") and have elected to prepare the Company Financial Statements in accordance with IFRS as adopted by the EU, as applied in accordance with the Companies Act 2014. The Financial Statements are required by company law to give a true and fair view of the assets, liabilities and financial position of the Group and the Company and of the profit or loss of the Group.

In preparing each of the Group and Company Financial Statements, the Directors are required to:

- select suitable accounting policies and then apply them consistently;
- make judgements and estimates that are reasonable and prudent;
- state that the Financial Statements comply with IFRS as adopted by the EU, as applied in accordance with the Companies Act 2014; and
- prepare the Financial Statements on the going concern basis unless it is inappropriate to presume that the Group and the Company will continue in business.

The Directors are responsible for keeping adequate accounting records that disclose with reasonable accuracy at any time the assets, liabilities and financial position and profit or loss of the Group and Company and enable them to ensure that their Financial Statements of the Group and Company are prepared in accordance with applicable IFRS as adopted by the EU, and with the Companies Act 2014.

They have general responsibility for taking such steps as are reasonably open to them to safe guard the assets of the Group and Company and to prevent and detect fraud and other irregularities. Under applicable law, the Directors are responsible for the maintenance and integrity of the corporate and financial information included on the Company's website. Legislation in the Republic of Ireland governing the preparation and dissemination of financial statements may differ from legislation in other jurisdictions. The Directors are also responsible for preparing a Directors' Report that complies with the requirements of the Companies Act 2014.

Each of the current Directors, whose names are listed in the Corporate Information confirms that they consider that the Annual Report and Financial Statements, taken as a whole is fair, balanced and understandable and provides the information necessary for shareholders to assess the Company's and the Group's performance, business model and strategy. Each of the current Directors also confirms that to the best of each person's knowledge and belief:

- the Financial Statements prepared in accordance with IFRS as adopted by the EU give a true and fair view of the assets, liabilities and financial position of the Company and the Group and of the loss of the Group; and
- the Directors' Report contained in the Annual Report includes a fair review of the development and performance of the business and the position of the Company and Group, together with a description of the principal risks and uncertainties that they face.

The statutory Directors' Report is deemed to comprise pages 8 to 22.

**On behalf of the Board on 22 March 2017,**

**Oern Stuge MD**  
*Chairman*

**Peter Crosby**  
*CEO*



**INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT TO THE MEMBERS OF MAINSTAY MEDICAL INTERNATIONAL PLC**

We have audited the Group and Company financial statements ("financial statements") of Mainstay Medical International plc for the year ended 31 December 2016 which comprise the consolidated statement of profit or loss and other comprehensive income, the consolidated and parent company statements of financial position, the consolidated and parent company statements of changes in equity, the consolidated and parent company statements of changes in cash flows and the related notes. The financial reporting framework that has been applied in their preparation is Irish law and International Financial Reporting Standards ("IFRS") as adopted by the European Union and as regards the Company financial statements, as applied in accordance with the provisions of the Companies Act 2014.

**Opinions and conclusions arising from our audit****1 Our opinion on the financial statements is unmodified**

In our opinion:

- the Group financial statements give a true and fair view of the assets, liabilities and financial position of the Group as at 31 December 2016 and of its loss for the year then ended;
- the Company statement of financial position gives a true and fair view of the assets, liabilities and financial position of the Company as at 31 December 2016;
- the Group financial statements have been properly prepared in accordance with IFRS as adopted by the European Union;
- the Company financial statements have been properly prepared in accordance with IFRS as adopted by the European Union as applied in accordance with the provisions of the Companies Act 2014; and
- the Group financial statements and Company financial statements have been properly prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2014.

**2 Our conclusions on other matters on which we are required to report by the Companies Act 2014 are set out below**

We have obtained all the information and explanations which we consider necessary for the purposes of our audit.

In our opinion the accounting records of the Company were sufficient to permit the financial statements to be readily and properly audited and the financial statements are in agreement with the accounting records.

In our opinion the information given in the Directors' Report is consistent with the financial statements.

**3 We have nothing to report in respect of matters on which we are required to report by exception**

ISAs (UK & Ireland) require that we report to you if, based on the knowledge we acquired during our audit, we have identified information in the annual report that contains a material inconsistency with either that knowledge or the financial statements, a material misstatement of fact, or that is otherwise misleading.

In addition, the Companies Act 2014 requires us to report to you if, in our opinion, the disclosures of directors' remuneration and transactions required by sections 305 to 312 of the Act are not made.

**INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT TO THE MEMBERS OF MAINSTAY MEDICAL INTERNATIONAL PLC** *(continued)*

**Basis of our report, responsibilities and restrictions on use**

As explained more fully in the Statement of Directors' Responsibilities set out on page 42, the Directors are responsible for the preparation of the financial statements and for being satisfied that they give a true and fair view and otherwise comply with the Companies Act 2014. Our responsibility is to audit and express an opinion on the financial statements in accordance with Irish law and International Standards on Auditing (UK and Ireland). Those standards require us to comply with the Financial Reporting Council's Ethical Standards for Auditors.

An audit undertaken in accordance with ISAs (UK & Ireland) involves obtaining evidence about the amounts and disclosures in the financial statements sufficient to give reasonable assurance that the financial statements are free from material misstatement, whether caused by fraud or error. This includes an assessment of: whether the accounting policies are appropriate to the Group and Company's circumstances and have been consistently applied and adequately disclosed; the reasonableness of significant accounting estimates made by the Directors; and the overall presentation of the financial statements.

In addition, we read all the financial and non-financial information in the Annual Report to identify material inconsistencies with the audited financial statements and to identify any information that is apparently materially incorrect based on, or materially inconsistent with, the knowledge acquired by us in the course of performing the audit. If we become aware of any apparent material misstatements or inconsistencies, we consider the implications for our report.

Whilst an audit conducted in accordance with ISAs (UK & Ireland) is designed to provide reasonable assurance of identifying material misstatements or omissions it is not guaranteed to do so. Rather the auditor plans the audit to determine the extent of testing needed to reduce to an appropriately low level the probability that the aggregate of uncorrected and undetected misstatements does not exceed materiality for the financial statements as a whole. This testing requires us to conduct significant audit work on a broad range of assets, liabilities, income and expense as well as devoting significant time of the most experienced members of the audit team, in particular the engagement partner responsible for the audit, to subjective areas of the accounting and reporting.

Our report is made solely to the Company's members, as a body, in accordance with section 391 of the Companies Act 2014. Our audit work has been undertaken so that we might state to the Company's members those matters we are required to state to them in an auditor's report and for no other purpose. To the fullest extent permitted by law, we do not accept or assume responsibility to anyone other than the Company and the Company's members as a body, for our audit work, for this report, or for the opinions we have formed.

22 March 2017

Sean O'Keefe  
for and on behalf of  
**KPMG**  
**Chartered Accountants, Statutory Audit Firm**  
1 Stokes Place, St. Stephen's Green. Dublin 2

**Mainstay Medical International plc**  
**Consolidated statement of profit or loss and other comprehensive income**  
**for the year ended 31 December 2016**

(\$'000)	Notes	Year ended 31 December 2016	Year ended 31 December 2015
Revenue		-	-
Operating expenses	5	<u>(16,828)</u>	<u>(12,864)</u>
Operating loss		<u>(16,828)</u>	<u>(12,864)</u>
Finance expense	8	<u>(1,808)</u>	<u>(323)</u>
Net finance expense		<u>(1,808)</u>	<u>(323)</u>
<b>Loss before income taxes</b>		<b>(18,636)</b>	<b>(13,187)</b>
Income taxes	10	<u>(122)</u>	<u>(48)</u>
<b>Loss for the year</b>		<b><u>(18,758)</u></b>	<b><u>(13,235)</u></b>
Net loss attributable to equity holders		<b><u>(18,758)</u></b>	<b><u>(13,235)</u></b>
Basic and diluted loss per share (in \$)	9	<u>(\$3.38)</u>	<u>(\$3.08)</u>
<b>Other Comprehensive Income</b>			
<i>Items that may be reclassified subsequently to the statement of profit or loss:</i>			
Foreign currency translation differences of foreign operations		35	-
<b>Total comprehensive loss for the year</b>		<b><u>(18,723)</u></b>	<b><u>(13,235)</u></b>
Total comprehensive loss attributable to equity holders		<b><u>(18,723)</u></b>	<b><u>(13,235)</u></b>

The accompanying notes form an integral part of these financial statements.

**Mainstay Medical International plc**  
**Consolidated statement of financial position**  
**at 31 December 2016**

(\$'000)	Notes	31 December 2016	31 December 2015
<b>Non-current assets</b>			
Property, plant and equipment	11	255	242
<b>Current assets</b>			
Prepayments and other receivables	12	889	661
Income tax receivable		103	70
Inventory	13	1,123	-
Cash and cash equivalents	14	36,670	16,624
Total current assets		38,785	17,355
<b>Total assets</b>		<b>39,040</b>	<b>17,597</b>
<b>Equity</b>			
Share capital	17	64	61
Share premium	17	106,360	72,588
Share based payment reserve	20	4,606	2,691
Undenominated capital reserve	18	49,273	49,273
Reorganization reserve	18	(44,573)	(44,573)
Foreign currency translation reserve	18	35	-
Retained loss		(94,707)	(74,816)
<b>Shareholders' equity</b>		<b>21,058</b>	<b>5,224</b>
<b>Non-current liabilities</b>			
Loans and borrowings	15	13,276	10,084
Total non-current liabilities		13,276	10,084
<b>Current liabilities</b>			
Loans and borrowings	15	2,268	305
Income tax payable		58	17
Trade and other payables	16	2,380	1,967
Total current liabilities		4,706	2,289
<b>Total liabilities</b>		<b>17,982</b>	<b>12,373</b>
<b>Total equity and liabilities</b>		<b>39,040</b>	<b>17,597</b>

The accompanying notes form an integral part of these financial statements.

On behalf of the Board on 22 March 2017,

**Oern Stuge MD**  
*Chairman*

**Peter Crosby**  
*CEO*

**Mainstay Medical International plc**  
**Consolidated statement of changes in shareholders' equity**  
**for the year ended 31 December 2016**

(\$'000)	Share capital	Share premium	Unde-nominated capital reserve	Reorgani-zation reserve	Foreign currency translation reserve	Share based payment reserve	Retained loss	Total equity
Balance as at 1 January 2015	61	72,584	49,273	(44,573)	-	1,162	(61,581)	16,926
<i>Profit and loss</i>	-	-	-	-	-	-	(13,235)	(13,235)
<i>Other comprehensive income</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Total comprehensive loss for the year	-	-	-	-	-	-	(13,235)	(13,235)
<i>Transactions with owners of the Company:</i>								
Share based payments	-	-	-	-	-	1,529	-	1,529
Issue of shares on exercise of share options or warrants	-	4	-	-	-	-	-	4
<b>Balance at 31 December 2015</b>	<b>61</b>	<b>72,588</b>	<b>49,273</b>	<b>(44,573)</b>	<b>-</b>	<b>2,691</b>	<b>(74,816)</b>	<b>5,224</b>
Balance as at 1 January 2016	61	72,588	49,273	(44,573)	-	2,691	(74,816)	5,224
<i>Profit and loss</i>	-	-	-	-	-	-	(18,758)	(18,758)
<i>Other comprehensive income</i>	-	-	-	-	35	-	-	35
Total comprehensive loss for the year	-	-	-	-	35	-	(18,758)	(18,723)
<i>Transactions with owners of the Company:</i>								
Issue of Shares	3	33,725	-	-	-	-	(1,177)	32,551
Share based payments	-	-	-	-	-	1,959	-	1,959
Issue of shares on exercise of share options or warrants	-	47	-	-	-	(44)	44	47
<b>Balance at 31 December 2016</b>	<b>64</b>	<b>106,360</b>	<b>49,273</b>	<b>(44,573)</b>	<b>35</b>	<b>4,606</b>	<b>(94,707)</b>	<b>21,058</b>

The accompanying notes form an integral part of these consolidated financial statements.

**Mainstay Medical International plc**  
**Consolidated statement of cash flows**  
**for the year ended 31 December 2016**

(\$'000)	Notes	Year ended 31 December 2016	Year ended 31 December 2015
<b>Cash flow from operating activities</b>			
Loss for the year		(18,758)	(13,235)
<b>Add/(less) non-cash items</b>			
Depreciation	11	120	78
Finance expense	8	1,808	323
Share-based compensation	20	1,959	1,529
<b>Add/(less) changes in working capital</b>			
Prepayments and other receivables		(454)	(391)
Inventory		(929)	-
Trade and other payables		561	142
Taxes paid		(117)	19
Interest paid		(934)	(27)
<b>Net cash used in operations</b>		<b>(16,744)</b>	<b>(11,562)</b>
<b>Cash flow from investing activities</b>			
Acquisition of property and equipment	11	(195)	(248)
<b>Net cash used in investing activities</b>		<b>(195)</b>	<b>(248)</b>
<b>Cash flow from financing activities</b>			
Proceeds from issue of shares	17	33,775	4
Transaction costs on issue of shares	17	(1,177)	-
Proceeds of borrowings	15	4,500	10,500
Transaction costs on issue of borrowings	15	(113)	(353)
<b>Net cash from financing activities</b>		<b>36,985</b>	<b>10,151</b>
<b>Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents</b>			
		<b>20,046</b>	<b>(1,659)</b>
Cash and cash equivalents at beginning of year		16,624	18,283
<b>Cash and cash equivalents at end of year</b>	14	<b>36,670</b>	<b>16,624</b>

The accompanying notes form an integral part of these financial statements.

## Mainstay Medical International plc Notes to the consolidated Financial Statements

### 1 General information and reporting entity

Mainstay Medical International plc (the “Company”) is a company incorporated and registered in Ireland. Details of the registered office, the officers and advisers to the Company are presented on the Corporate and Shareholder Information page.

The Consolidated Financial Statements (“the Financial Statements”) for the years ended 31 December 2016 and 31 December 2015 comprise the results of the Company and of its subsidiaries (together the “Group”).

At 31 December 2016, the Group comprises the Company and its operating subsidiaries Mainstay Medical Limited, MML US, Inc., Mainstay Medical (Australia) Pty. Limited, Mainstay Medical Distribution Limited and Mainstay Medical GmbH.

The Company’s shares are quoted on Euronext Paris and ESM of the Irish Stock Exchange.

Mainstay is a medical device company focused on bringing to market ReActiv8, an implantable restorative neurostimulation system to treat disabling Chronic Low Back Pain (“CLBP”).

### 2 Basis of preparation

#### **Statement of compliance**

The Financial Statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (“IFRS”) as issued by the International Accounting Standards Board (“IASB”), as endorsed by the European Union (“EU”) and in accordance with the ESM rules of the Irish Stock Exchange. The Company Financial Statements have also been prepared in accordance with IFRS as adopted by the EU, in accordance with ESM rules and as applied in accordance with the Companies Act 2014 (the “2014 Act”), which permits a company that publishes its company and group financial statements together to take advantage of the exemption in Section 304 of the 2014 Act from presenting to its members both its company statement of profit or loss and other comprehensive income and related notes which form part of the approved company financial statements.

The Financial Statements are available on the Group’s website.

The IFRSs adopted by the EU applied by the Group in the preparation of these Financial Statements are those that were effective for accounting periods beginning on or after 1 January 2016 with no early adoption of forthcoming requirements.

The Financial Statements were authorized for issue by the Board of Directors on 22 March 2017.

#### **Going concern**

The Financial Statements have been prepared on the basis that the Group is a going concern. The Directors note the following relevant matters:

- The Group has an accumulated retained losses reserve of \$94.7 million and a reorganization reserve of \$44.6 million (which is in substance, primarily, retained losses). These losses include a non-cash expense of \$66.5 million incurred in 2014 related to fair valuing of embedded derivatives arising on preference shares
- The Group expects to continue to incur losses in the medium term
- The Group had operating cash out flows of \$16.7 million during the year ended 2016 (2015: \$11.6 million)
- Regulatory approval for the commercialization of ReActiv8 is not guaranteed and in the US is dependent on the successful completion of the ReActiv8-B Clinical Trial and obtaining PMA approval from the FDA

To fund the clinical trials and commercialization of ReActiv8 the Group has raised debt and equity and it continues to explore funding strategies (e.g.: equity, debt, partnering) to support the Group’s activities into the future. As at 31 December 2016, the Group reported cash of \$36.7 million.

After making enquiries and having considered the conditions noted above and the options available to the Group, the Directors have a reasonable expectation that the Group can carefully monitor its cash flows and has the ability to consider various strategies for additional funding and budgets to manage cash (e.g.: pause projects, delay recruitment and focus on specific milestones) to ensure that the Group will have sufficient funds to be able to meet its liabilities as they fall due for a period of at least 12 months from the date of approval of the Financial Statements and are satisfied that the Financial Statements should be prepared on a going concern basis.

### ***Basis of measurement***

The Financial Statements are prepared on the historic cost method, except for:

- Share based payments, which are initially measured at grant date fair value; and
- Derivative financial instruments, which are measured at fair value through profit or loss and other comprehensive income.

### ***Currency***

The Financial Statements are presented in US Dollars (“\$”), which is the functional and presentational currency of the Company. Balances in the Financial Statements are rounded to the nearest thousand (“\$’000”) except where otherwise indicated.

### ***Use of estimates and judgements***

The preparation of the Financial Statements in conformity with IFRS requires management to make judgements, estimates and assumptions. Estimates are reviewed on an ongoing basis. The areas where judgement has the most significant effect on amounts recognized in the Financial Statements are:

- Initial fair value measurement of equity-settled share based payments (Note 20);
- Measurement of derivative financial instruments held at fair value (Note 19).

Details of the inputs into the fair values of each of the above are provided in the relevant notes as listed above. Fair value disclosures for financial instruments as required by IFRS 13 are provided in Note 19.

### ***Basis of consolidation***

The Financial Statements comprise the consolidated results of Mainstay Medical International plc and its subsidiaries.

## **3 Significant accounting policies**

The Financial Statements have been prepared applying the accounting policies as set out below. These have been applied consistently for all years presented. In addition, the Group applied the standards listed below for the first time in the current year:

- Annual improvements to IFRSs 2012-2014 cycle (effective date 1 January 2016)
- Disclosure initiative (amendments to IAS 1) (effective date 1 January 2016)
- IAS 16 and IAS 38 (amended) – Property, Plant and Equipment and Intangible Assets (effective date 1 January 2016)
- IAS 16 and 41 - Bearer Plants (effective date 1 January 2016)
- IFRS 11 (amended) – Accounting for acquisitions of interests in Joint Operations (effective date 1 January 2016)

None of these have had any material impact on the Group’s implementation of accounting policies or on its reported results.

A number of new standards and amendments to standards are effective for future periods. The date noted is the IASB effective date:

- IFRS 9 – Financial Instruments (effective 1 January 2018)
- IFRS 15 – Revenue from contracts with customers (effective 1 January 2018)



- Disclosure initiative (amendments to IAS 7) (effective 1 January 2017, not yet endorsed by the EU)
- IAS 12 (amended) – recognition of deferred tax assets for unrealized losses (effective 1 January 2017, not yet endorsed by the EU)
- IFRS 2 (amended)- Share Based Payments (effective 1 January 2018, not yet endorsed by the EU)
- IFRS 12 (amended) - Disclosure of Interests in Other Entities (effective 1 January 2017, not yet endorsed by the EU)
- IFRS 16 – Leases (effective 1 January 2019, not yet endorsed by the EU)

The above listed new standards and amendments to standards with an effective date of 1 January 2017 are not expected to have a material impact on the Group.

The above listed new standards and amendments to standards with an effective date after 1 January 2017 are under review by the Group.

**a) Subsidiaries**

Subsidiaries are entities controlled by the Group. The Group controls an entity when it is exposed to, or has rights to, variable returns from its involvement with the entity and has the ability to affect these returns through its power over the entity. The financial statements of subsidiaries are included in the Financial Statements from the date that control commences until the date that control ceases.

**b) Pension costs**

The Group provides pensions to its employees in Ireland and Australia under three defined contribution schemes. Obligations for contributions to the defined contribution schemes are expensed as the related service is provided.

**c) Property, plant and equipment**

Property, plant and equipment is stated at cost less accumulated depreciation. Depreciation is calculated to write off the cost of each asset over its estimated future life, as follows:

Computer and office equipment: 3 – 5 years

**d) Leases**

Operating leases related to the Group's offices are charged to profit or loss on a straight line basis over the lease term. An operating lease is one where the majority of risks and rewards of the asset are not transferred to the Group over the lease term. The Group has no finance leases.

**e) Taxation**

Tax expense comprises current and deferred tax. Current and deferred taxes are recognized in the consolidated statement of profit or loss and other comprehensive income except to the extent that they relate to a business combination, or items recognized directly in equity.

Current tax is the expected tax payable or receivable on the taxable result for the year and any adjustments in relation to tax payable or receivable in respect of the previous years.

Deferred tax is recognized in respect of temporary differences between the carrying amounts of assets and liabilities for financial reporting purposes and the amounts used for taxation purposes. Deferred tax is not recognized for:

- temporary differences on the initial recognition of assets and liabilities in a transaction that is not a business combination and that affects neither accounting nor taxable profit; and
- temporary differences related to subsidiaries to the extent that it is probable that they will not reverse in the foreseeable future.

Deferred tax is measured at the tax rates at which the temporary differences are expected to reverse, using tax rates enacted or substantively enacted at the reporting date. Deferred tax assets and liabilities are offset where the entity has a legally enforceable right to set off current tax assets against current tax liabilities and the deferred tax assets and liabilities related to the same taxation authority. Deferred tax assets are recognized to the extent that it is probable that there will be taxable profits in the foreseeable future against which they can be utilized.

The Group recognizes tax credits as a component of income tax in jurisdictions where the tax credit regime is not, in substance a government grant.

**f) Foreign currency transactions and balances**

Transactions in foreign currencies are recorded at the rate prevailing at the date of the transactions. Any resulting monetary assets and liabilities are translated at the exchange rate at the reporting date and all exchange differences thereon are dealt with in consolidated profit or loss.

The income statement and balance sheet of subsidiaries that have a functional currency different from the presentation currency are translated into the presentation currency as follows:

- assets and liabilities at each reporting date are translated at the closing rate at the reporting date of the balance sheet; and
- income and expenses in the income statement and statement of comprehensive income are translated at average exchange rates for the year. Average exchange rates are only permissible if they approximate actual. The average exchange rates are a reasonable approximation of the cumulative effect of the exchange rates on transaction dates.
- All resulting exchange differences are recognized in other comprehensive income, and are taken to a separate currency reserve within equity, the foreign currency translation reserve.

**g) Financial instruments****I) Non-derivative financial assets**

Financial assets are initially recognized on the date they are originated and when the Group obtains contractual rights to receive cash flows. The Group derecognizes financial assets when the contractual rights to cash flows expire or it transfers the right to receive cash flows in a transaction which transfers substantially all the risks and rewards of ownership of the asset.

**Cash and cash equivalents**

Cash and cash equivalents comprise cash balances and call deposits with maturities of three months or less.

**II) Non-derivative financial liabilities**

The Group's non-derivative financial liabilities comprise the following categories:

**Loans and borrowings**

These are initially recorded at fair value less applicable transaction costs and are subsequently measured at amortized cost using the effective interest method over the contractual term of the associated liability.

**Trade and other payables**

Trade and other payables are measured initially at fair value and subsequently at amortized cost.

**III) Derivative financial instruments**

Embedded derivatives that meet the separation criteria of IAS 32 are recorded separately on initial recognition at fair value through profit or loss.

**h) Equity**

Ordinary share capital is recognized directly in equity at fair value on issue and is not subsequently re-measured.

**i) Impairment****Financial assets**

Financial assets are assessed at each reporting date to determine if there is objective evidence of impairment. The Group considers the need for impairment of financial assets at both an individual and collective level. Impairment losses are recognized in profit or loss in the consolidated statement of profit or loss and other comprehensive income.

**Non-financial assets**

All non-financial assets, other than deferred taxes are reviewed at the reporting date to determine whether there is evidence of impairment. If such indicators exist, then the asset's recoverable value is determined. An impairment loss is recognized if the carrying value exceeds the recoverable amount. Recoverable amount is the greater of an asset's value in use and its fair value. In assessing value in use, the estimated future cash flows associated with the asset are discounted to their present value

using a pre-tax discount rate that reflects current market conditions.

**j) Provisions**

A provision is recognized if, as a result of a past event, the Group has a present obligation that it is probable, will result in an outflow of resources and this can be estimated reliably.

**k) Finance income and expense**

Finance income comprises foreign exchange gains on financial items and deposit interest. Interest income is recognized as it accrues. Finance costs comprise interest on borrowings and foreign exchange losses.

**l) Share based payments**

The grant date fair value of equity-settled share based awards made to employees and non-employees is recognized as an expense, with a corresponding adjustment to equity, over the vesting period of the award. The amount recognized as an expense is adjusted to reflect the number of awards for which the achievement of service and non-market conditions are expected to be met, such that the amount ultimately recognized represents only vested awards.

The grant-date fair value of share options granted to employees is determined using a Black-Scholes model, details of which are provided in Note 20. The grant-date fair value of share options granted to non-employees is determined based on the fair value of services received in return for the option, or where such a value is not available, based on the same model as used for employee options. Options can only be settled by way of share issues.

**m) Warrants**

Warrants issued alongside debt instruments are initially recognized at fair value with a corresponding reduction in the debt instrument liability whereon this adjustment to the liability is amortized to the income statement on an effective interest rate basis.

All warrants issued by the Group can only be settled in a fixed number of equity instruments and accordingly are classified as equity instruments. Equity instruments are not re-measured over the life of the instrument.

**n) Earnings per ordinary share**

Basic earnings per share are calculated by dividing net profit/ (loss) attributable to equity holders for the year by the weighted average number of ordinary shares in issue during the year.

Diluted earnings per share are calculated by dividing net profit attributable to equity holders for the year by the weighted average number of ordinary shares in issue during the year after adjusting for the effects of all potential dilutive ordinary shares that were outstanding during the financial period.

**o) Research and development expenditure**

Expenditure on research is charged to the income statement in the year in which it is incurred.

Expenditure on development is charged to the income statement in the year in which it is incurred with the exception of development expenditure that is incurred in the development of an intangible asset that is available for sale; is intended to be developed for sale; and for which the likelihood of development and sale is probable; which is capitalized. No costs have been capitalized to date.

**p) Inventories**

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. The cost of inventories is based on the first in – first out principle and includes expenditure in acquiring the inventories and bringing them to their existing location and condition. Net realizable value is the estimated selling price less the estimated costs of completion and the estimated costs necessary to make the sale. Provision is made, where necessary, for aged, slow moving, obsolete and defective inventories.

#### **4 Segment reporting**

Due to the current nature of the Group's current activities, the Group considers there to be one operating segment Active Implantable Medical Devices ("AIMD"s). The results of the Group are reported on a consolidated basis to the Chief Operating Decision Maker of the Group, the Chief Executive Officer. There are no reconciling items between the Group's reported consolidated statement of profit or loss and other comprehensive income and statement of financial position and the results of the AIMDs segment.

The Group has operations in Europe, the US and Australia. The non-current assets held in these

jurisdictions are detailed below:

(\$'000)	<b>31 December 2016</b>	31 December 2015
Ireland	75	207
United States	180	35
Australia	-	-
<b>Total non-current assets</b>	<b>255</b>	<b>242</b>

## 5 Operating expenses

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Research and development expenses	3,582	2,893
Clinical and regulatory expenses	5,599	4,669
Selling, general and administration expenses	7,647	5,302
<b>Total operating expenses</b>	<b>16,828</b>	<b>12,864</b>

## 6 Employee numbers and benefits

As of 31 December 2016, the Group's employees were based in Ireland, Germany, the United States and Australia.

The table below sets out the number of employees of the Group for each financial year shown, analyzed by category:

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Research and development and quality	12	9
Clinical and regulatory	8	6
Selling, general and administration	12	8
<b>Total employee numbers</b>	<b>32</b>	<b>23</b>

### Parent company employees

General and administration	7	6
----------------------------	---	---

The aggregate payroll costs of these employees, including Directors, were as follows for each financial year shown:

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Wages and salaries	3,731	2,812
Other remuneration	921	823
Social security costs/ payroll taxes	306	213
Share based payments	1,959	1,529
Pension	62	51
	<b>6,979</b>	<b>5,428</b>

## 7 Statutory information and Auditor's remuneration

The loss before income tax has been arrived at after charging the following items for each financial year shown:

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Audit of these financial statements	65	47
Other assurance services	132	21
Taxation advisory services	65	42
<b>Total auditor's remuneration</b>	<b>262</b>	<b>110</b>
Depreciation of plant and equipment	120	78
Rentals payable under operating leases	205	176
Research and development expenditure	3,582	2,893

## 8 Finance expense

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
<b>Finance expense</b>		
Foreign exchange loss	(107)	(53)
Interest expense on borrowings	(1,701)	(270)
<b>Total finance expense</b>	<b>(1,808)</b>	<b>(323)</b>

## 9 Earnings per share

As the Group is incurring operating losses, there is no difference between basic and diluted earnings per share.

	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Loss for the year (\$'000)	18,758	13,235
Weighted average number of ordinary shares in issue	5,548,880	4,294,617
<b>Loss per share</b>	<b>\$3.38</b>	<b>\$3.08</b>

In accordance with IFRS, share options and warrants are not included in the weighted average number of ordinary shares for the purposes of calculating diluted earnings per share as they are anti-dilutive. Refer to note 20, for information on shares options and warrants outstanding as at 31 December 2016 and 31 December 2015.

## 10 Taxes

Current income tax assets and liabilities for the current and prior years are measured at the amount expected to be recovered from or paid to the relevant taxation authorities. The tax rates and tax laws used to compute the amount are those used in Ireland, the United States, Australia and Germany.

	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
(\$'000)		
Irish income tax	-	-
<i>Income tax in other jurisdictions:</i>		
Foreign current tax	106	50
Adjustments in respect of prior years	16	(2)
<b>Total income tax charge</b>	<b>122</b>	<b>48</b>

Certain companies within the Group provide services to other group companies, and consequently generate revenues and profits that are subject to corporation tax in Australia, United States and Germany.

### **Reconciliation of effective tax rate**

	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
(\$'000)		
Loss before tax	(18,636)	(13,187)
Taxed at tax rate in Ireland of 12.5%	(2,329)	(1,648)
Non-deductible expenses	288	202
Tax credits	(103)	(69)
Foreign rate differential	183	35
Adjustments in respect of prior periods	16	(2)
Unrecognized tax losses	2,067	1,530
<b>Total income tax charge/(credit)</b>	<b>122</b>	<b>48</b>

### **Unrecognized deferred tax assets**

The Group has unrecognized potential deferred tax assets as follows. These potential assets are not recognized because future taxable profits against which they can be utilized are not sufficiently certain. The availability of these losses does not expire.

Capital allowances on intellectual property which is recognized as an asset for tax purposes but is not capitalized under IFRS will be available should the Group generate relevant income in future periods against which the capital allowances are deductible.

**Gross timing differences:**

	At 1 January 2015	Arising in year	Adjustment in respect of prior years	At 31 December 2015	Arising in year	Adjustment in respect of prior years	At 31 December 2016
Unrecognized tax losses	26,168	12,240	(2,048)	36,360	16,541	(221)	52,680
Intangible assets	15,000	-	-	15,000	-	-	15,000
Share based payments	1,158	(228)	-	930	315	-	1,245
<b>Total gross timing differences</b>	<b>42,326</b>	<b>12,012</b>	<b>(2,048)</b>	<b>52,290</b>	<b>16,856</b>	<b>(221)</b>	<b>68,925</b>
<b>Unrecognized deferred tax asset</b>	<b>5,609</b>	<b>1,439</b>	<b>(256)</b>	<b>6,792</b>	<b>2,119</b>	<b>(28)</b>	<b>8,883</b>

**11 Property, plant & equipment**

(\$'000)	<b>Computer and office equipment Year ended 31 December 2016</b>	Computer and office equipment Year ended 31 December 2015
<b>Cost</b>		
At beginning of year	378	130
Additions	195	248
Transfer to inventory	(124)	-
<b>At end of year</b>	<b>449</b>	<b>378</b>
<b>Depreciation</b>		
At beginning of year	136	58
Charge for the year	120	78
Transfer to inventory	(62)	-
<b>At end of year</b>	<b>194</b>	<b>136</b>
<b>Carrying value at end of year</b>	<b>255</b>	<b>242</b>

During 2016, computer equipment which had been purchased for use in Clinical Trials, and which had been recognized as Property, Plant and Equipment during 2015, was transferred at its written down value into inventory, as it is intended now that this equipment will be sold in the normal course of business.

**12 Prepayments and other receivables**

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Prepayments	744	588
VAT recoverable	100	42
Other receivables	45	31
<b>Total prepayments and other receivables</b>	<b>889</b>	<b>661</b>

**13 Inventory**

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Raw Materials	137	-
Work in Progress	108	-
Finished Goods	878	-
<b>Total inventory</b>	<b>1,123</b>	<b>-</b>

There were no provisions netted against inventory as at 31 December 2016.

**14 Cash and cash equivalents**

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Cash in bank accounts – USD	36,615	16,584
Cash in bank accounts – Euro	53	35
Cash in bank accounts – AUD	2	5
<b>Total cash and cash equivalents</b>	<b>36,670</b>	<b>16,624</b>

**15 Interest bearing loans and borrowings*****IPF Debt Financing***

On 24 August 2015, Mainstay Medical Limited entered into an agreement with IPF Partners for a debt facility of up to \$15 million. The facility can be drawn in three tranches. Each tranche has a repayment term of 60 months from drawdown, with interest only payments for the first 12 months.

The initial tranche (“Tranche A”) of \$4.5 million was received on 9 September 2015. The interest rate on Tranche A is 3-month Euribor plus a margin of 12.5%.

A second tranche (“Tranche B”) of \$6 million was received on 3 December 2015. The interest rate on Tranche B is 3-month Euribor plus a margin of 11.5%.

A third tranche (“Tranche B”) of \$4.5 million was received on 28 July 2016. The interest rate on Tranche B is 3-month Euribor plus a margin of 10.5%.

Other expenses directly associated with the facility of \$466,000 (2015: \$353,000) are offset against the carrying value of the debt and are amortized to profit or loss over the commitment term on an effective interest rate basis.

The facility is secured by way of fixed and floating charges over the assets and undertakings of Mainstay Medical Limited, and the Mortgage Debenture includes customary terms and conditions. In addition, Mainstay Medical International plc has created a first fixed charge in favor of IPF over its present and future shares held in Mainstay Medical Limited.

The terms of the agreement include a requirement that Mainstay Medical Limited hold a minimum cash balance of \$2 million, or achieve revenue targets within an agreed timeframe. It also includes monthly



and quarterly reporting requirements. The Group is not in breach of any covenants at 31 December 2016 and has not been in breach at any reporting date.

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
<i>Loans and borrowings - current</i>		
Term loan	2,025	225
Deferred finance cost	(91)	(71)
Accrued interest	334	151
<b>Total current loans and borrowings</b>	<b>2,268</b>	<b>305</b>
<i>Loans and borrowings – non-current</i>		
Term loan	12,975	10,275
Deferred finance cost	(142)	(248)
Accrued interest	443	57
<b>Total non-current loans and borrowings</b>	<b>13,276</b>	<b>10,084</b>
<b>Total loans and borrowings</b>	<b>15,544</b>	<b>10,389</b>

#### 16 Trade and other payables

(\$'000)	<b>Year ended 31 December 2016</b>	Year ended 31 December 2015
Trade and other payables	1,570	1,204
Payroll tax liability	113	81
Accrued expenses	697	682
<b>Total trade and other payables</b>	<b>2,380</b>	<b>1,967</b>

#### 17 Called up share capital

The Company's ordinary shares are quoted in Euro and have been translated in US Dollars at the rates prevailing at the date of issue.

##### **Authorized and Issued Share Capital**

	<b>31 December 2016</b>	31 December 2015
<b>Authorized</b>	<b>€</b>	<b>€</b>
20,000,000 ordinary shares of €0.001 each	20,000	20,000
40,000 deferred shares of €1.00 each	40,000	40,000
	<b>60,000</b>	<b>60,000</b>
<b>Issued, called up and fully paid</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
6,611,952 (2015: 4,298,203) ordinary shares of €0.001 each	8,555	5,954
40,000 deferred shares of €1.00 each	55,268	55,268
	<b>63,823</b>	<b>61,222</b>
<b>In \$'000</b>	<b>64</b>	<b>61</b>

**Details of movement in issued shares:**

During 2015, 4,062 options over ordinary shares were exercised by the holders and the Company issued 4,062 ordinary shares. Proceeds of \$4,062 were received on issue of the shares.

On 17 June 2016, the Company raised gross proceeds of €30 million (approximately \$33.7 million) through a placement of 2,307,694 new ordinary shares. This issuance of new ordinary shares was recorded in the Statement of Financial Position in USD at the rate ruling on the date of the transaction. Transaction costs directly attributable to the issue of the new ordinary shares, of approximately \$1.2 million, have been offset against retained earnings (in accordance with the Companies Act 2014).

During 2016, 6,055 warrants over ordinary shares were exercised by the holders and the Company issued 6,055 ordinary shares. Proceeds of \$46,624 were received on issue of the shares.

<i>Number of shares</i>	<b>Movement of shares</b>	
	Ordinary shares	Deferred shares
At 1 January 2015	4,294,141	40,000
Issue of ordinary shares on exercise of share options	4,062	-
<b>At 31 December 2015</b>	<b>4,298,203</b>	<b>40,000</b>
At 1 January 2016	<b>4,298,203</b>	<b>40,000</b>
Issue of shares	2,307,694	-
Issue of ordinary shares on exercise of share warrants	6,055	-
<b>At 31 December 2016</b>	<b>6,611,952</b>	<b>40,000</b>

<i>\$'000</i>	<b>Movement of shares</b>	
	Share capital	Share premium
At 1 January 2015	61	72,584
Issue of ordinary shares on exercise of share options	-	4
<b>At 31 December 2015</b>	<b>61</b>	<b>72,588</b>
At 1 January 2016	61	72,588
Issue of shares	3	33,725
Issue of ordinary shares on exercise of share warrants	-	47
<b>At 31 December 2016</b>	<b>64</b>	<b>106,360</b>

## 18 Other reserves

	<b>31 December 2016</b>	31 December 2015
(\$'000)		
Reorganization reserve	(44,573)	(44,573)
Undenominated capital reserve	49,273	49,273
Foreign currency translation reserve	35	-
<b>Total other reserves</b>	<b>4,735</b>	<b>4,700</b>

### **Reorganization reserve**

The reorganization reserve represents a reserve related to requirements of Irish Companies Acts. It comprises (i) fair value differences on ordinary shares arising as a result of group restructurings in 2012 and 2014; and (ii) the pre-acquisition retained losses of subsidiaries at the date of the 2012 and 2014 restructurings. Further information on these transactions are available in our 2015 Annual Report and our 2014 IPO Prospectus, available on the Group's website.

### **Undenominated capital reserve**

The undenominated capital reserve represents the fair value movement on embedded derivatives associated with preference shares between the issue of the shares and their conversion (during 2014) which does not meet the definition of Share Premium under the Irish Companies Act. The Company therefore recorded this fair value movement in a "Undenominated Capital Reserve" on conversion. This reserve is not distributable. Further information on these transactions are available in our 2015 Annual Report.

### **Foreign currency translation reserve**

The currency reserve reflects the foreign exchange gains and losses that arise on foreign operations that have a functional currency that differs from the presentation currency of the Company. The assets and liabilities of these subsidiaries are translated at the closing rate at the reporting date, income and expenses in the income statement are translated at the average rate for the year and resulting exchange differences are taken to the currency reserve within equity. Refer to Note 3 for further information.

The Group has two subsidiary companies with a Euro functional currency. These companies were incorporated during 2016. The Group has one subsidiary company with an AUD functional currency. This company was incorporated during 2013. The foreign currency translation differences relating to the translation of this subsidiary's operations as at 31 December 2015 were immaterial.

## 19 Financial instruments

### **Financial risk management**

In terms of financial risks, the Group has exposure to credit risk, liquidity risk and market risk (comprising foreign currency risk and interest rate risk). This note presents information about the Group's exposure to each of the above risks together with the Group's objectives, policies and processes for measuring and managing those risks.

### **Risk management framework**

Mainstay's Board of Directors has overall responsibility for the establishment and oversight of the Group's risk management framework. The Group's risk management policies are established to identify and analyze the risks faced by the Group, to set appropriate risk limits and controls and to monitor risks and adherence to the limits. Risk management systems and policies will be reviewed regularly as the Group expands its activities and resource base to take account of changing conditions.

Due to the pre-revenue nature of the Group's activities during the financial year, there are no significant concentrations of financial risk other than concentration of cash with individual banks and there has been no significant change during the financial year, or since the end of the year to the types or extent of financial risks faced by the Group or the Group's approach to the management of those risks.

### **Credit risk**

Credit risk is the risk of financial loss to the Group if a customer or counterparty to a financial instrument fails to meet contractual obligations, and arises principally from the Group's cash and cash equivalents and trade and other receivables. Credit risk is managed on a Group basis. The Group's objective is to manage credit risk.

The carrying value of receivables is a reasonable approximation of fair value. As at 31 December 2016 and 31 December 2015, maximum exposure to credit risk is represented by the carrying value of cash held with the Group's financial institutions, and other receivables.

The Group maintained its cash balances with its principal financial institutions throughout the year, and the Group limits its exposure to any one financial institution by holding cash balances across a number of financial institutions. The Group's principal financial institutions have investment grade ratings at 31 December 2016.

The credit rating status of the Group's principal financial institutions is reviewed by the Audit Committee or the Board annually. The cash balance is reported to the Board of Directors on a monthly basis, and a monthly review of all cash balances held at each institution is carried out by the CFO.

The Group maintains the majority of its cash in USD denominated accounts. Please see Note 14 for further information on cash balances held.

### **Liquidity risk**

Liquidity risk is the risk that the Group will not be able to meet its financial obligations as they fall due.

Since inception the Group has funded its operations primarily through (i) the issuance of equity securities and (ii) debt funding. The Group continues to explore funding strategies (e.g.: equity, debt, partnering) to support its activities into the future. Adequate additional financing may not be available on acceptable terms, or at all. The Group's inability to raise capital as and when needed would have a negative impact on the Group's financial position and its ability to pursue its business strategy.

The following is an analysis of the maturity of the contractual (undiscounted) outflows associated with the Group's financial liabilities at 31 December 2016 and as at 31 December 2015.

(\$'000)	Carrying value	Cash flow (total)	Less than 1 year	Between 1-2 years	Between 2-5 years
<b>31 December 2016:</b>					
Trade and other payables	2,438	2,438	2,438	-	-
Interest bearing loans and borrowings	15,544	21,574	3,323	4,121	14,130
<b>At 31 December 2016</b>	<b>17,982</b>	<b>24,012</b>	<b>5,761</b>	<b>4,121</b>	<b>14,130</b>
<b>31 December 2015:</b>					
Trade and other payables	1,984	1,984	1,984	-	-
Interest bearing loans and borrowings	10,389	15,757	1,099	3,026	11,632
<b>At 31 December 2015</b>	<b>12,373</b>	<b>17,741</b>	<b>3,083</b>	<b>3,026</b>	<b>11,632</b>

### **Foreign currency risk**

The Group's reporting currency is the US Dollar. The Group's exposure to foreign currency risk arises through expenditure incurred in Euro and Australian Dollars. The Group's Australian subsidiary has an Australian Dollar functional currency, and two of the Group's subsidiaries located in Ireland and Germany have a Euro functional currency.

The Group did not have material asset or liability amounts in foreign currencies at year end other than net receivables, trade payables and accruals of €468,000 (2015: €394,000) arising in companies with US Dollar functional currencies. A strengthening (or weakening) of the US Dollar against the Euro of 5% would have (decreased)/ increased the loss for the year by \$23,000 (2015: \$53,000). Any reasonable or likely movement between the US Dollar and the Australian Dollar is considered not likely

to have a material impact on the Group's statement of profit or loss and other comprehensive income.

The following table sets forth, for the years indicated, certain information concerning the exchange rate between: (i) the Euro and the US Dollar; (ii) the Australian Dollar and the US Dollar:

<b>Euro per USD1.00</b>	<b>End of year</b>	<b>Average</b>
Year ended 31 December 2015	1.0887	1.1045
Year ended 31 December 2016	1.0541	1.1069

  

<b>Australian Dollar per USD1.00</b>	<b>End of year</b>	<b>Average</b>
Year ended 31 December 2015	0.7308	0.7463
Year ended 31 December 2016	0.7222	0.7430

#### **Interest rate risk**

The Group's cash balances are maintained in short term access accounts and carry a floating rate of interest. A 50 basis points change in the rate of interest applied to the cash balance held by the Group would not have had a material impact on the Group's statement of profit or loss in the year.

At 31 December 2016, the principal outstanding on MML's loan from IPF was \$15,000,000. This loan carries a variable rate of 3-month Euribor plus a margin ranging from 10.5% to 12.5%. The terms of the debt agreement stipulate that if Euribor is less than zero, it is deemed to be zero. Any change in the Euribor rate above zero will directly affect the amount of interest repayable on this debt.

A 25 basis point increase in Euribor above zero would have increased the loss by \$37,500 on a full year basis based on the drawn down loan balance as at 31 December 2016 (2015: \$26,250 on a full year basis based on the drawn down loan balance as at 31 December 2015).

#### **Fair values and carrying amounts for all financial instruments:**

The following table shows the carrying amounts and fair values of financial assets and financial liabilities as at 31 December 2016 and 31 December 2015:

	<b>Designated at fair value</b>	<b>Loans and receivables</b>	<b>Financial liabilities at amortized cost</b>	<b>Total carrying value</b>	<b>Fair value</b>
(\$'000)					
<u>Assets</u>					
Cash and cash equivalents	-	36,670	-	36,670	N/A
<u>Liabilities</u>					
Trade and other payables	-	-	(2,438)	(2,438)	N/A
Interest bearing loans and borrowings	-	-	(15,544)	(15,544)	(15,400)
<b>At December 2016</b>	<b>-</b>	<b>36,670</b>	<b>(17,982)</b>	<b>18,688</b>	<b>N/A</b>

  

	<b>Designated at fair value</b>	<b>Loans and receivables</b>	<b>Financial liabilities at amortized cost</b>	<b>Total carrying value</b>	<b>Fair value</b>
(\$'000)					
<u>Assets</u>					
Cash and cash equivalents	-	16,624	-	16,624	N/A
<u>Liabilities</u>					
Trade and other payables	-	-	(1,984)	(1,984)	N/A
Interest bearing loans and borrowings	-	-	(10,389)	(10,389)	(10,389)
<b>At December 2015</b>	<b>-</b>	<b>16,624</b>	<b>(12,373)</b>	<b>4,251</b>	<b>N/A</b>

The fair value of derivatives embedded in the Group's debt at 31 December 2015 and at 31 December 2016 was not material.

**Estimation of fair values:**

We disclose our financial instruments that are measured in the statement of financial position at fair value using the following fair value hierarchy for valuation inputs. The hierarchy prioritizes the inputs into three levels based on the extent to which inputs used in measuring fair value are observable in the market. Each fair value measurement is reported in one of three levels which are determined by the lowest level input that is significant to the fair value measurement in its entirety. These levels are:

- Level 1: Inputs are based upon quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities.
- Level 2: Inputs are based upon other than quoted prices included in Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (i.e. as prices) or indirectly (i.e. derived from prices).
- Level 3: Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (unobservable inputs).

Cash and trade payables are settleable within 30 days and accordingly fair value is deemed to be equal to carrying value.

The fair value of interest bearing loans and borrowings is calculated based on the present value of future contractual principal plus interest cash flows discounted at appropriate market rates of interest. The fair value of interest-related embedded derivatives in the Group's debt, which were not material as at 31 December 2016, are calculated by reference to scheduled cash flows and market interest rates. These are classified as Level 2.

There were no transfers into or out of any classification of financial instruments in any period.

Details of key unobservable inputs and the methodologies used by the Group in determining the fair values of derivative financial instruments and the fair value disclosures for other financial instruments held at amortized cost as at 31 December 2016 and 31 December 2015 are detailed in the table below

Type	Valuation approach	Key unobservable inputs	Interaction between key unobservable inputs and fair value
<b>Loans and borrowings</b>	Discounted cash flows based on contractual cash flows at a market rate of interest.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interest rate 12.3%-15.0%</li> </ul>	An increase in the interest rate would reduce the fair value of the liability.

## 20 Share based payments

### **Stock Incentive Plan**

The Group operates a share option plan (the "Plan"). As at 31 December 2016, the Plan allows for the Company to grant options over ordinary shares of Mainstay Medical International plc to employees of the Group companies, directors, consultants and other contractors. As at 31 December 2016, 992,388 share options over ordinary shares of the Company that have been granted under the Plan are outstanding.

The Plan allows for flexibility in the grant conditions of each individual option, including variations on the amounts of options granted, the vesting requirements for each option and the expiration terms of the options.

### Share Options

Details of share options granted that are outstanding as at 31 December 2016:

	Number of instruments in thousands	Contractual life of options
Options granted in 2010	41	10 years from grant
Options granted in 2011	17	10 years from grant
Options granted in 2012	3	10 years from grant
Options granted in 2013	232	10 years from vesting
Options granted in 2014	85	10 years from vesting
Options granted in 2015	300	10 years from vesting
Options granted in 2016	315	10 years from vesting
<b>Total share options in issue</b>	<b>993</b>	

The above options all include service vesting conditions related to employee and non-employee service and vest over periods ranging from one to four years.

The following table provides a reconciliation of the total share options in issue at the end of each year shown:

	Year ended 31 December 2016	Weighted average exercise price 2016	Year ended 31 December 2015	Weighted average exercise price 2015
(Number of instruments in thousands)				
At beginning of year	690	€9.32	394	€4.09
Options granted during the year	315	€15.93	307	€16.39
Options expired unexercised	(5)	€0.95	(1)	€0.93
Options forfeited	(7)	€17.18	(6)	€15.68
Options exercised	-	-	(4)	€0.95
<b>Outstanding at end of year</b>	<b>993</b>	<b>€11.53</b>	<b>690</b>	<b>€9.50</b>
<b>Exercisable at end of year</b>	<b>445</b>	<b>€6.25</b>	<b>265</b>	<b>€2.55</b>

Total non-cash expense charged to profit and loss in relation to share options for the year ended 31 December 2016 was \$1,959,000 (2015: \$1,529,000).

The value of services received in return for the share options granted to employees and non-employees was based on the fair value of the options granted, measured using a Black-Scholes model with the following inputs:

	Year of Grant	
	2016	2015
Weighted average share price (€)	15.93	16.39
Weighted average exercise price (€)	15.93	16.39
Weighted average expected share volatility	60%	60%
Expected term (years)	7	7
Expected dividends	-	-
Risk free rate (average)	0.03%	0.57%
Fair value of option (\$)	9.96	10.76

### **Warrants**

On 2 December 2011, Silicon Valley Bank provided the Company with a loan of \$2,000,000, the loan was repaid in full on 7 March 2014.

In connection with these borrowings, MML issued immediately exercisable warrants to purchase up to 13,000 shares at \$7.70 per share with an expiration date of 2 December 2021. The fair value of these warrants on the date of issue was \$69,000.

During 2016, 6,055 warrants were exercised. As at 31 December 2016, 6,945 warrants remain unexercised.

## **21 Contingencies**

The Directors and management are not aware of any contingencies that may have a significant impact on the financial position of the Group.

### **Subsidiary guarantee**

The Company has guaranteed the liabilities of its subsidiary in Ireland in respect of any losses or liabilities (as defined in section 357 of the Companies 2014 Act) for the years ended 31 December 2016 and 31 December 2015.

### **Operating lease commitments**

The Group has entered into various leasing contracts for the purpose of renting buildings and equipment. There are no restrictions or liens placed upon the Group by entering into these leases.

Operating lease expenses amounted to \$205,353 for the year ended 31 December 2016 (2015: \$175,595).

The future aggregate minimum lease payments under non-cancellable operating leases are payable as follows:

(\$'000)	<b>31 December 2016</b>	31 December 2015
Within one year	254	121
After one year but no more than five years	664	208
More than five years	-	-
<b>Total operating leases</b>	<b>918</b>	<b>329</b>

## **22 Pension schemes**

### **Defined contribution schemes**

The Group operates defined contribution pension schemes for certain employees in Ireland and Australia. The assets of the schemes are held separately from those of the Group in independently administered funds. The advice of a professionally qualified pension consultant was taken in the setting up and maintenance of the schemes.

Total pension costs of the defined contribution schemes for the year ended 31 December 2016 amounted to \$62,333 (2015: \$50,781). There were no accruals or prepayments in respect of the pension costs at 31 December 2016 (2015: None).

## **23 Subsidiary undertakings**

At 31 December 2016, the Company had the following subsidiaries and owns 100% of the called up ordinary share capital of each such subsidiary:

- Mainstay Medical Limited is registered in the Republic of Ireland.
- MML US, Inc. is registered in the United States of America.
- Mainstay Medical (Australia) Pty. Limited is registered in Australia.
- Mainstay Medical Distribution Limited is registered in Ireland.
- Mainstay Medical GmbH is registered in Germany.



## 24 Related party transactions

During 2016, the Group purchased services of \$Nil (2015: \$64,878) from Orsco Life Sciences AG, a company controlled by Oern Stuge MD, a Director of Mainstay Medical International plc.

There were no balances due to or from related parties as at 31 December 2016 (2015: None).

### **Key management compensation and Directors' remuneration**

The Group defines key management as its non-executive directors, executive directors and senior management. Details of remuneration for key management personnel are provided below:

(\$'000)	<b>31 December 2016</b>	31 December 2015
Salaries	1,644	1,355
Non-executive directors' fees	213	95
Other remuneration	760	818
Payroll taxes	181	137
Share based payments	1,556	1,248
Pension	22	21
<b>Total remuneration</b>	<b>4,376</b>	<b>3,674</b>

Aggregate amount of emoluments paid to or receivable by the Directors during the year:

(\$'000)	<b>31 December 2016</b>	31 December 2015
Salaries	552	412
Non-executive directors' fees	213	95
Other remuneration	165	152
Payroll taxes	71	31
Share based payments	540	548
<b>Total remuneration</b>	<b>1,541</b>	<b>1,238</b>

## 25 Events subsequent to 31 December 2016

There were no events subsequent to the year ended 31 December 2016 that would have a material impact on the Financial Statements.

**Parent Company Financial Statements**  
**Mainstay Medical International plc**
**Company statement of financial position**  
**At 31 December 2016**

(\$'000)	Notes	31 December 2016	31 December 2015
<b>Non-current assets</b>			
Investment in subsidiary	(d)	51,370	50,233
<b>Current assets</b>			
Prepayments and other receivables	(a)	204	112
Amounts due from subsidiary undertakings	(c)	26,834	11,793
Cash and cash equivalents	(b)	25,146	7,490
Total current assets		52,184	19,395
<b>Total assets</b>		<b>103,554</b>	<b>69,628</b>
<b>Equity</b>			
Share capital	17	64	61
Share premium	17	106,360	72,588
Share based payment reserve	20	4,606	2,691
Undenominated capital reserve		49,273	49,273
Retained loss		(57,421)	(55,580)
Surplus/(deficit) on shareholders' equity		102,882	69,033
<b>Current liabilities</b>			
Trade and other payables	(e)	672	595
Total current liabilities		672	595
<b>Total liabilities</b>		<b>672</b>	<b>595</b>
<b>Total equity and liabilities</b>		<b>103,554</b>	<b>69,628</b>

On behalf of the Board on 22 March 2017,

**Oern Stuge MD**  
*Chairman*

**Peter Crosby**  
*CEO*

**Company statement of changes in equity**  
**At 31 December 2016**

(\$'000)	Share capital	Share premium	Un-denominated capital reserve	Share based payment reserve	Retained loss	Total equity
Balance at 31 December 2014	61	72,584	49,273	1,162	(54,962)	68,118
Comprehensive loss for the year	-	-	-	-	(618)	(618)
<i>Transactions with owners of the Company:</i>						
Share based payments	-	-	-	1,529	-	1,529
Issue of ordinary shares on exercise of share options and warrants	-	4	-	-	-	4
<b>Balance at 31 December 2015</b>	<b>61</b>	<b>72,588</b>	<b>49,273</b>	<b>2,691</b>	<b>(55,580)</b>	<b>69,033</b>
Balance at 31 December 2015	61	72,588	49,273	2,691	(55,580)	69,033
Comprehensive loss for the year	-	-	-	-	(708)	(708)
<i>Transactions with owners of the Company:</i>						
Issue of Shares	3	33,725	-	-	(1,177)	32,551
Share based payments	-	-	-	1,959	-	1,959
Issue of ordinary shares on exercise of share options and warrants	-	47	-	(44)	44	47
<b>Balance at 31 December 2016</b>	<b>64</b>	<b>106,360</b>	<b>49,273</b>	<b>4,606</b>	<b>(57,421)</b>	<b>102,882</b>

**Company statement of cash flows**  
**At 31 December 2016**

(\$'000)	Notes	Year ended 31 December 2016	Year ended 31 December 2015
<b>Cash flow from operating activities</b>			
Net loss attributable to equity holders		(708)	(618)
<b>Add/(less) non-cash items</b>			
Share-based compensation		821	730
<b>Add/(less) changes in working capital</b>			
Prepayments and other receivables		(15,132)	(10,065)
Trade and other payables		77	29
<b>Net cash used in operations</b>		<b>(14,942)</b>	<b>(9,924)</b>
<b>Cash flow from financing activities</b>			
Proceeds from issue of shares		33,775	4
Transaction costs on issue of shares		(1,177)	-
<b>Net cash from financing activities</b>		<b>32,598</b>	<b>4</b>
<b>Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents</b>		<b>17,656</b>	<b>(9,920)</b>
Cash and cash equivalents at beginning of year	(b)	7,490	17,410
<b>Cash and cash equivalents at end of year</b>		<b>25,146</b>	<b>7,490</b>

### Notes to the Company Financial Statements

Notes 1, 2, 3, 17, 20, 25 to the Consolidated Financial Statements (as provided earlier herein) also directly apply to the Company Financial Statements. The accounting policies of the Company are the same as the accounting policies of the Group as set out in Note 3 to the consolidated Financial Statements, with the exception of:

#### Business Combinations

The Company was incorporated to be the parent company of the Group for the purposes of the initial public offering. This was accounted for in accordance with IAS 27, whereby the Company measured in its separate Financial Statements its interest in subsidiaries at the fair value of the ordinary and preference shares in issue by MML at 3 April 2014, the date of the 2014 Reorganization.

In addition, the following notes are specific to the Company statement of financial position:

#### (a) Prepayments and other receivables

(\$'000)	31 December 2016	31 December 2015
Prepayments	189	98
VAT recoverable	15	14
	<u>204</u>	<u>112</u>

#### (b) Cash and cash equivalents

(\$'000)	31 December 2016	31 December 2015
Cash in bank accounts – USD	25,142	7,483
Cash in bank accounts - Euro	3	6
Cash in bank accounts - AUD	1	1
	<u>25,146</u>	<u>7,490</u>

#### (c) Amounts due from subsidiary undertakings

(\$'000)	31 December 2016	31 December 2015
Mainstay Medical Limited	26,246	11,793
Mainstay Medical Distribution Limited	588	-
	<u>26,834</u>	<u>11,793</u>

#### (d) Investment in subsidiary

(\$'000)	31 December 2016	31 December 2015
Opening balance	50,233	49,434
Investment in subsidiary	-	-
Effect of group share based payments	1,137	799
<b>Closing balance</b>	<u>51,370</u>	<u>50,233</u>

**(e) Trade and other payables**

(\$'000)	<b>31 December 2016</b>	<b>31 December 2015</b>
Trade and other payables	488	-
Payroll tax liability	80	61
Accrued expenses	104	534
	<b>672</b>	<b>595</b>

**(f) Financial instruments**

The Company's policies for managing financial instruments risks are the same as those for the Group. The Company's primary financial instruments and their associated risks are as follows:

*Financial assets*

The Company's only financial assets are cash and cash equivalents, which are held in the currencies details in note (c). A 5% change in the exchange rate between the US dollar and the Euro would have altered the Company's loss for the year by \$18,300 (31 December 2015: \$19,500). The carrying value of the Company's cash is the same as its fair value.

*Financial liabilities*

The Company's only financial liabilities are trade payables and accruals as set out in Note (e). All amounts fall due for payment within 30 days and the carrying value represents the fair value of these liabilities.